

Étude d'Impact sur les conditions de retrait de la commune de SAINT-ÉLOI de la CC LOIRE ET ALLIER

&

Intégration à la COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE NEVERS

ETUDE D'IMPACT – 06 JUILLET 2023

SOMMAIRE

1. Rappel du contexte.....	2
2. Rappel et analyse des textes portant sur le retrait de communes membres d'EPCI à fiscalité propre.....	2
3. L'impact du retrait de SAINT-ELOI en termes d'exercice des compétences.....	7
4. L'impact du retrait de Saint-Éloi en termes de répartition actif / passif	10
5. L'impact du retrait de Saint-Éloi en termes de contrats et de personnels	23
6. L'impact du retrait de Saint-Éloi en termes fiscal.....	23
7. L'impact du retrait de Saint-Éloi en termes financiers, de péréquation et de solidarité financière.....	33
8. L'impact du retrait de Saint-Éloi en termes de dotations.....	40
9. Synthèse des différentes données et impact sur les collectivités concernées	44
10. Impact sur les ratios 2022 des collectivités concernées.....	53

1. Rappel du contexte

La commune de SAINT-ÉLOI (2 200 habitants environ) située dans le département de la Nièvre en région Bourgogne-Franche-Comté est membre depuis 1993 de la COMMUNAUTÉ DE COMMUNES LOIRE ET ALLIER (6 communes, 7 220 habitants).

☐ **SAINT-ÉLOI appartient** <https://www.insee.fr/fr/metadonnees/cog/commune/COM58238-saint-eloi> :

- ✓ A l'EPCI de Communauté de Communes LOIRE ET ALLIER (code 245801063)
- ✓ A l'Aire d'attraction de la ville de Nevers (code 097)
- ✓ A la Zone d'emploi de Nevers (code 0060)
- ✓ Au Bassin de vie de Nevers (code 58194)

En 2010, la commune de Gimouille a quitté la Communauté de Communes Loire et Allier pour rejoindre la Communauté d'Agglomération de Nevers.

La commune de SAINT-ÉLOI manifeste aujourd'hui le souhait de se retirer de la Communauté de Communes Loire et Allier.

2. Rappel et analyse des textes portant sur le retrait de communes membres d'EPCI à fiscalité propre

Une commune membre d'un EPCI à fiscalité propre **peut voir son environnement intercommunal évoluer au travers** :

- **Soit** des processus de scission et dissolution d'EPCI avec rattachement des communes membres à un EPCI adjacent,
- **Soit** des procédures de transformation et fusion d'EPCI qui ont fait légion en 2017.

Mais les entités communales peuvent également reprendre leur destin en main au travers des **deux procédures de retrait de commune suivantes** :

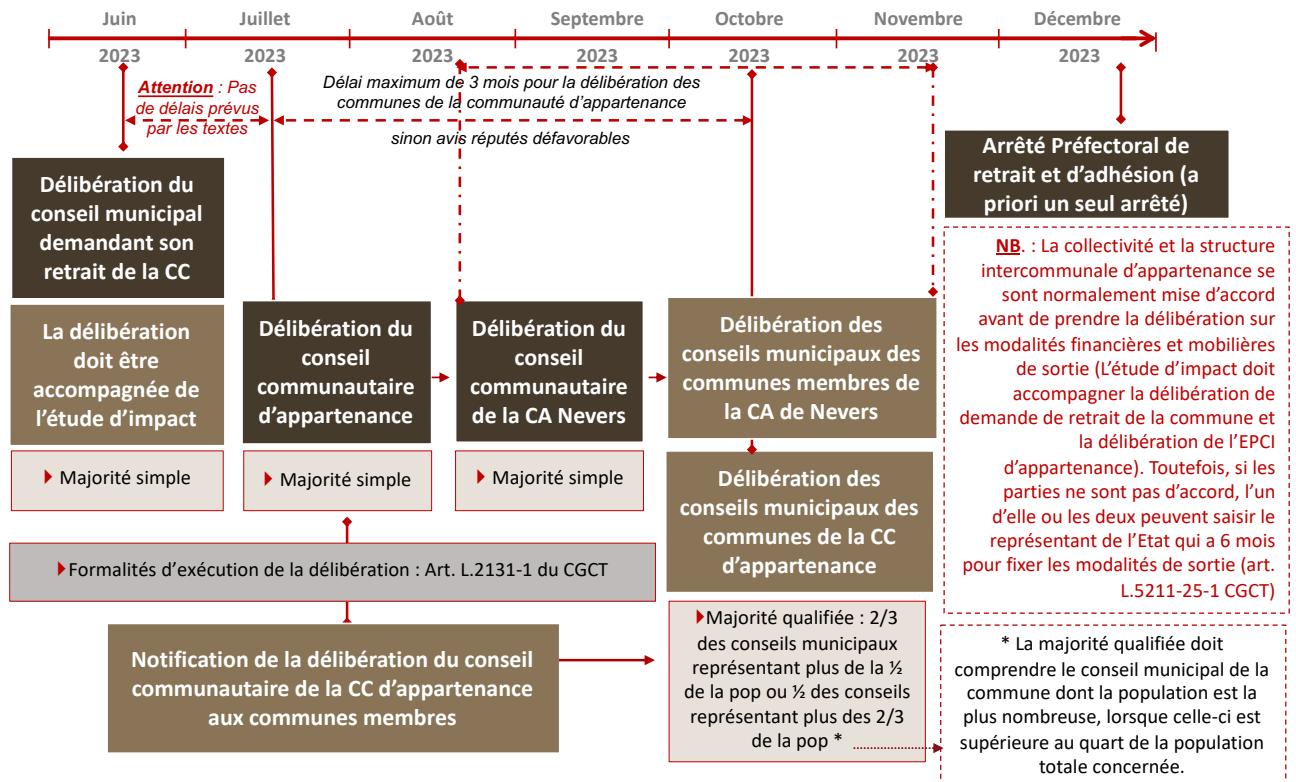
☐ **Procédure de retrait de droit commun** :

Cette procédure qui est prévue par l'article L. 5211-19 du Code Général des Collectivités Territoriales, et qui est ouverte aux seules communautés de communes et d'agglomération (à l'exclusion des Métropoles et Communautés Urbaines) a la particularité de **nécessiter un accord amiable avec l'EPCI que la commune souhaite quitter** (« Une commune peut se retirer de l'établissement public de coopération intercommunale, (...), avec le consentement de l'organe délibérant de l'établissement »). Selon cette procédure, la demande de retrait de la commune souhaitant quitter son EPCI de rattachement est soumise :

- ✓ **D'une part à l'accord de l'organe délibérant de l'EPCI,**
- ✓ **D'autre part, à l'accord des communes membres de ce même EPCI** dans les conditions de majorité qualifiée requises pour la création de l'établissement, c'est-à-dire avec l'accord des deux tiers des conseils municipaux représentant la moitié de la population ou de la moitié des conseils municipaux représentant les deux tiers de la population (dans le cadre de cette seconde condition, lorsqu'une commune représente plus du quart de la population concernée, son accord est également obligatoire). Le conseil municipal de chaque commune membre dispose d'un délai de trois mois à compter de la notification de la délibération de l'organe délibérant au maire pour se prononcer sur le retrait envisagé. A défaut de délibération dans ce délai, sa décision est réputée défavorable.

Cette procédure de droit commun permettrait d'envisager un retrait-adhésion **avant la fin de l'année 2023**, pour peu que les délais maximums soient respectés.

Procédure de retrait de droit commun (Art. L. 5211-19 CGCT)



□ Procédure de retrait dérogatoire :

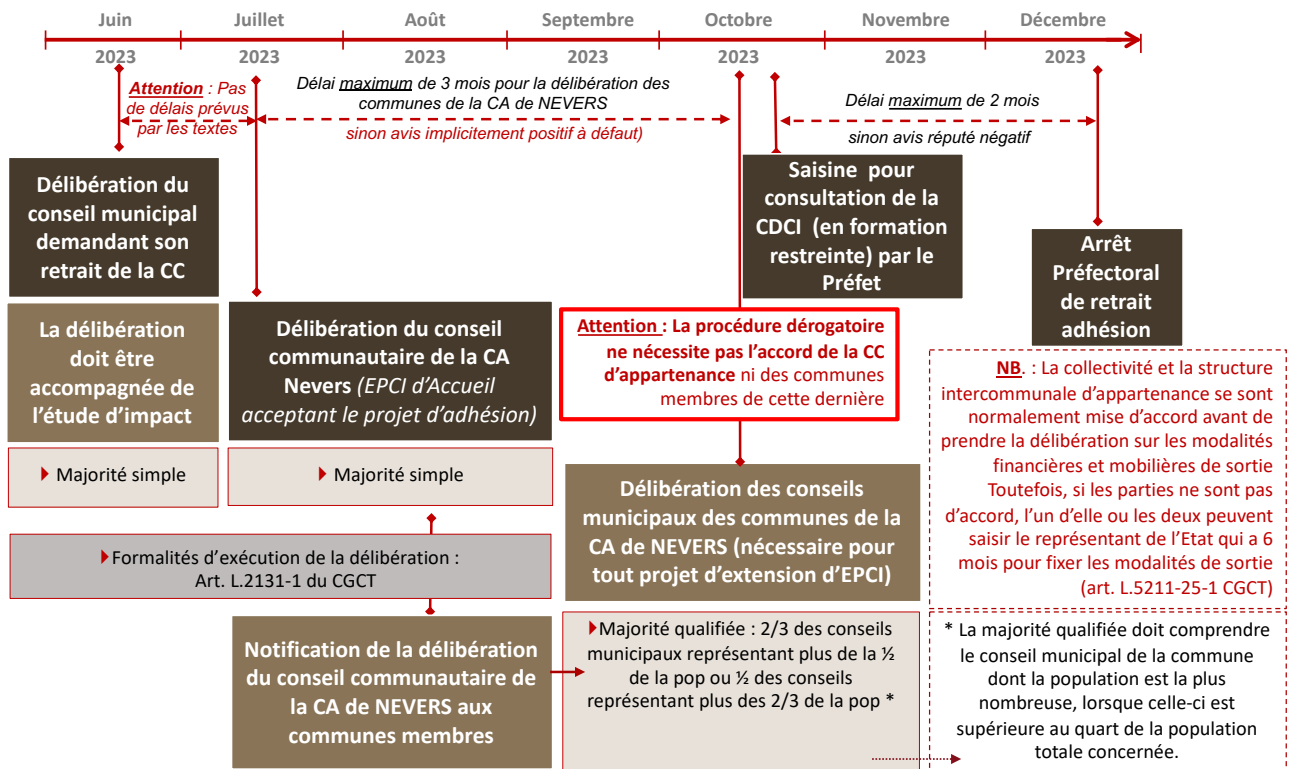
Cette procédure, qui permet à la commune souhaitant se retirer de **s'affranchir de l'accord de l'EPCI de rattachement**, était initialement réservée aux seules communes membres d'une Communauté de Communes et ce en vertu de l'article L. 5214-26 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Depuis, la loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 (article 25) relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique, a étendu la procédure afin que les communes membres des communautés d'agglomération (article L. 5216-11 du CGCT) puissent en profiter.

Ainsi désormais, l'article L. 5216-11 du CGCT prévoit que par dérogation à l'article L. 5211-19 du CGCT, **une commune peut être autorisée, par le Préfet après avis de la commission départementale de la coopération intercommunale (CDCI) réunie dans la formation prévue au second alinéa de l'article L. 5211-45, à se retirer d'une communauté d'agglomération pour adhérer à un autre EPCI à fiscalité propre dont l'organe délibérant a accepté la demande d'adhésion.** L'avis de la CDCI est réputé négatif s'il n'a pas été rendu à l'issue d'un délai de deux mois.

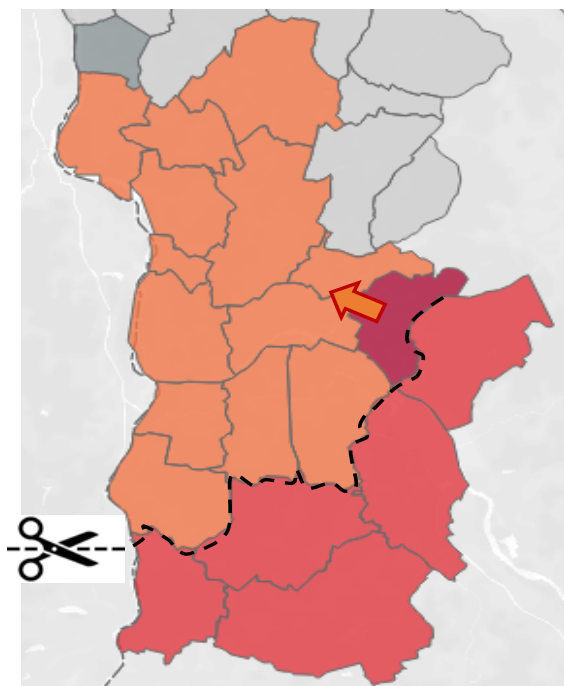
Cette dernière procédure, dite dérogatoire, représente un changement important car elle permet, en l'espèce, à la commune de SAINT-ÉLOI d'envisager un retrait **avec l'accord du préfet et de l'EPCI à fiscalité propre que la commune souhaite rejoindre** (à savoir Communauté d'Agglomération de Nevers), **mais sans avoir besoin de l'accord de la communauté qu'elle souhaite quitter et dont elle souhaite se retirer** (à savoir la CC Loire et Allier).

Procédure de retrait dérogatoire (2023-2024)



Cette procédure dérogatoire permettra elle aussi un retrait-adhésion **fin décembre 2023** :

- Cette procédure plus courte bénéficie d'un **nombre bien moindre de délibérations en Conseils Municipaux et Communautaires** la rendant plus intéressante ;
- Cette procédure requiert par contre **la constitution et la convocation de la Commission Départementale de Coopération Intercommunale (CDCI)** avant la fin d'année pour permettre le retrait.



Si la procédure est menée à son terme – quelle que soit la procédure suivie – et que le retrait de SAINT-ÉLOI est acté par arrêté préfectoral, alors la commune pourra quitter la CC Loire et Allier pour rejoindre la COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE NEVERS.

■ CC Loire Allier
■ CA de Nevers
■ Saint-Eloi

COMMUNE DE SAINT-ÉLOI

Note afférente au retrait de la commune de SAINT-ÉLOI de la CC LOIRE ET ALLIER et Intégration à Communauté d'Agglomération de NEVERS

Pour cela, et même si la commune peut s'affranchir de l'accord de
 LOIRE & ALLIER, **plusieurs conditions devront, néanmoins, être remplies préalablement.**

- ✓ **La CC LOIRE ET ALLIER**, dont souhaite se retirer SAINT-ELOI, **ne doit pas descendre – en raison du retrait envisagé – au-dessous des seuils de création des CC.**
- ✓ **Les deux EPCI à fiscalité propre issus du retrait-adhésion** (tant la CC LOIRE ET ALLIER dont souhaite se retirer SAINT-ELOI, que la CAN – Communauté d'Agglomération de Nevers – que souhaite rejoindre SAINT-ELOI) **doivent former chacun un ensemble d'un seul tenant et sans enclave ;**
- ✓ **SAINT-ELOI**, souhaitant se retirer de la CC LOIRE ET ALLIER **doit disposer de l'accord de la Communauté d'accueil ;**
- ✓ **SAINT-ELOI**, souhaitant se retirer de la CC LOIRE ET ALLIER **doit disposer de l'accord du Préfet.** Pour ce faire, le Préfet qui est saisi de la demande de retrait de la commune au titre de la procédure dérogatoire visée ici, devra en apprécier la pertinence au regard, en particulier, des objectifs de rationalisation des périmètres des EPCI prévus à l'article L. 5210-1-1 du CGCT, à savoir :
 - Le respect de certains seuils démographiques pour respecter une certaine densité ;
 - La cohérence spatiale des EPCI à fiscalité propre concernés « (...) au regard notamment du périmètre des unités urbaines au sens de l'Institut national de la statistique et des études économiques, des bassins de vie et des schémas de cohérence territoriale » (en cela, le classement de la commune fait par l'INSEE par rapport à l'« aire d'attraction », la « zone d'emploi », et le « bassin de vie » – l'INSEE rattachant Saint-Éloi à Nevers sur ces critères là – seront des éléments importants d'analyse à faire valoir auprès du Préfet) ;
 - L'accroissement de la solidarité financière et de la solidarité territoriale ;
 - La réduction du nombre de syndicats de communes et de syndicats mixtes, en particulier par la suppression des doubles emplois entre des établissements publics de coopération intercommunale ou entre ceux-ci et des syndicats mixtes ;
 - Le transfert des compétences exercées par les syndicats de communes ou les syndicats mixtes à un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre ou à un autre syndicat exerçant les mêmes compétences conformément aux objectifs de rationalisation des périmètres des groupements existants et de renforcement de la solidarité territoriale ;
 - La rationalisation des structures compétentes en matière d'aménagement de l'espace, de protection de l'environnement et de respect des principes du développement durable ;
 - L'approfondissement de la coopération au sein des périmètres des pôles métropolitains et des pôles d'équilibre territoriaux et ruraux constitués en application des articles L. 5741-1 et L. 5741-4 du CGCT ;
 - Les délibérations portant création de communes nouvelles (par exemple en cas de projet de commune nouvelle avec une commune membre de la CA).
- ✓ Enfin, et ce point a été précisé par la loi « Engagement et Proximité » du 27 décembre 2019, l'article L. 5211-39-2 du CGCT prévoit qu'« *en cas (...) de retrait d'une commune dans les conditions prévues aux articles L. 5211-19, L. 5214-26 ou L. 5216-11, l'auteur de la demande ou de l'initiative **élabore un document présentant une estimation des incidences de l'opération sur les ressources et les charges ainsi que sur le personnel des communes et établissements publics de coopération intercommunale concernés, dont le contenu est précisé par décret.***

Le cas échéant, le ou les représentants de l'État dans le fournissent à l'auteur de la demande ou de l'initiative les informations nécessaires à l'élaboration de ce document.

Celui-ci est joint à la saisine du conseil municipal des communes et de l'organe délibérant du ou des EPCI appelés à rendre un avis ou une décision sur l'opération projetée. Il est également joint, le cas échéant, à la saisine de la ou des CDCL concernées.

Ce document est mis en ligne sur le site internet des EPCI et de chaque commune membre concernés, lorsque ce dernier existe ».

Le document ici visé par l'article L. 5211-39-2 du CGCT a très récemment, comme le prévoyait par ailleurs la loi du 27 décembre 2019, été précisé dans son contenu, par le Décret n° 2020-1375 du 12 novembre 2020 (pris pour l'application de l'article L. 5211-39-2 du CGCT). Ce décret insère deux nouveaux articles ainsi rédigés :

- Art. D. 5211-18-2.- « *Le document prévu à l'article L. 5211-39-2 décrit, à la date de la demande ou de l'initiative, (...) les incidences de la mise en œuvre de l'opération envisagée sur les ressources et les charges des communes et EPCI concernés.*
« Le document évalue les impacts potentiels sur les dépenses des communes et EPCI concernés, en section de fonctionnement et en section d'investissement. Il décrit, notamment, l'impact estimé sur les dépenses de personnel, les flux financiers croisés et les dépenses liées aux emprunts.
« Il évalue les impacts potentiels sur les recettes des communes et EPCI concernés, en section de fonctionnement et en section d'investissement. Il décrit, notamment, l'impact estimé sur les dotations, la fiscalité, les fonds de péréquation et l'emprunt.
« Il indique, le cas échéant, une clé de répartition estimative de l'actif et du passif entre les communes et établissements publics concernés par la demande ou l'initiative ».
- Art. D. 5211-18-3.- « *Le document prévu à l'article L. 5211-39-2 décrit, à la date de la demande ou de l'initiative et sur la base des informations communiquées, les effets de la mise en œuvre de l'opération envisagée sur l'organisation des services des communes ou des EPCI concernés ainsi que sur les personnels affectés dans ces services.*
« Il indique, le cas échéant, si ces opérations déclenchent des transferts de personnels ou la mise à disposition de tout ou partie de services.
« Il indique, le cas échéant, une clé de répartition estimative des personnels entre les communes et établissements publics concernés par la demande ou l'initiative.
« Il précise le nombre de fonctionnaires et d'agents contractuels concernés et, s'agissant des agents titulaires, leur cadre d'emplois. »

Un ultime document d'information prévu par le décret susvisé en date du 12 novembre 2020 qui requiert un niveau d'information important très fortement dépendant des éléments pouvant être transmis ou mis à disposition par les EPCI concernés par le retrait (qu'il s'agisse de l'EPCI enregistrant le départ de la ou les communes souhaitant se retirer, ou de l'EPCI les accueillant).

3. L'impact du retrait de SAINT-ÉLOI en termes d'exercice des compétences

Suite à différentes évolutions de compétences dues à la loi ou à l'évolution des périmètres communautaires considérés, la CC LOIRE ET ALLIER et la CAN (Communauté d'Agglomération de Nevers) présentent les compétences (et différences de compétences) suivantes :

Compétences de la CA de Nevers	Compétences de la CC Loire et Allier
Développement économique	Développement économique
actions de développement économique dans les conditions prévues à l'article L. 4251-17	actions de développement économique dans les conditions prévues à l'article L. 4251-17
création, aménagement, entretien et gestion de zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire	création, aménagement, entretien et gestion de zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire
politique locale du commerce et soutien aux activités commerciales d'intérêt communautaire	politique locale du commerce et soutien aux activités commerciales d'intérêt communautaire
promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme, sans préjudice de l'animation touristique qui est une compétence partagée, au sens de l'article L. 1111-4, avec les communes membres de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre	promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme, sans préjudice de l'animation touristique qui est une compétence partagée, au sens de l'article L. 1111-4, avec les communes membres de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre
Aménagement de l'espace communautaire	Aménagement de l'espace pour la conduite d'actions d'intérêt communautaire
schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur	schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur
plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale	plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale
définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt communautaire au sens de l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme	
Équilibre social de l'habitat	Politique du logement et du cadre de vie
programme local de l'habitat	Politique du logement social d'intérêt communautaire et action, par des opérations d'intérêt communautaire en faveur du logement des personnes défavorisées.
politique du logement d'intérêt communautaire	
actions et aides financières en faveur du logement social d'intérêt communautaire	
réserves foncières pour la mise en oeuvre de la politique communautaire d'équilibre social de l'habitat	
action, par des opérations d'intérêt communautaire, en faveur du logement des personnes défavorisées	
amélioration du parc immobilier bâti d'intérêt communautaire	
Politique de la ville	
élaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville	
animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance	
programmes d'actions définies dans le contrat de ville relevant de la compétence communautaire.	
Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du code de l'environnement	Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du code de l'environnement
Accueil des gens du voyage	Accueil des gens du voyage
création, aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1er de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage	création, aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1er de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage
Collecte et traitement des déchets des ménages et déchets assimilés	Collecte et traitement des déchets des ménages et déchets assimilés
Eau	
Assainissement des eaux usées, dans les conditions prévues à l'article L. 2224-8	
protection et de mise en valeur de l'environnement et du cadre de vie	
lutte contre la pollution de l'air	
lutte contre les nuisances sonores	
soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie	
	Création, aménagement et entretien de la voirie d'intérêt communautaire
Construction, aménagement, entretien et gestion d'équipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire	Construction, entretien et fonctionnement d'équipements sportifs d'intérêt communautaire
Protection des espaces naturels	
Mise en oeuvre des mesures visant à sauvegarder les espaces boisés ainsi que les espaces naturels riverains de la Loire, de la Nièvre et de leurs affluents et l'éducation relative à l'environnement	
Projets culturels	Projets culturels
Le soutien financier des grands événements et des projets culturels répondant au règlement d'intervention voté par délibération.	Action dans le domaine du loisir
	Soutenir la modernisation des zones de loisirs intercommunales
	Coordination et animation d'un réseau de lecture publique
	Mise en réseau des bibliothèques du territoire communautaire
	Animation du réseau des bibliothèques avec les services culturels des communes
	Analyser, assister et soutenir les actions culturelles sur le territoire de la CCLA
Animation sportive	Animation sportive
Le soutien aux structures de haut niveau agréées par le Ministère des Sports	Soutenir, exceptionnellement, l'action d'associations des clubs locaux qui contribuent à développer l'esprit communautaire
Le soutien aux projets sportifs répondant aux critères du règlement d'intervention « soutien aux manifestations sportives qui sera défini par délibération »	

Boucle locale haut-débit	Réseaux et services
L'établissement, l'exploitation et la mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de communications électroniques	L'établissement, l'exploitation et la mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de communications électroniques
La réalisation de toute prestation, acquisition ou travaux nécessaires au développement de ces infrastructures et réseaux	La réalisation de toute prestation, acquisition ou travaux nécessaires au développement de ces infrastructures et réseaux
La gestion des services correspondants à ces infrastructures et réseaux à l'exclusion de la fourniture des services de communications électroniques aux utilisateurs finals	La gestion des services correspondants à ces infrastructures et réseaux à l'exclusion de la fourniture des services de communications électroniques aux utilisateurs finals
La passation de tout contrat nécessaire à l'exercice de ces activités	La passation de tout contrat nécessaire à l'exercice de ces activités
L'organisation de l'expertise financière, technique et juridique de toute question intéressant la réalisation, l'exploitation et la mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de communications électroniques	L'organisation de l'expertise financière, technique et juridique de toute question intéressant la réalisation, l'exploitation et la mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de communications électroniques
Santé	
Élaboration et mise en œuvre d'un schéma directeur de santé en lien avec le contrat local de santé du PETR de Nevers-Sud Nivernais	
Coordination des réseaux d'acteurs de santé et soutien aux actions et équipements concourant à la réduction des inégalités d'accès à l'offre de soins et à l'amélioration de l'état de santé de la population déclarés d'intérêt communautaire	
Organisation de la mobilité	Organisation de la mobilité
organisation de la mobilité au sens du titre III du livre II de la première partie du code des transports, sous réserve de l'article L. 3421-2 du même code	
Enseignement supérieur	
Politique de l'enseignement supérieur et de la recherche	
Portage et soutien financier à des équipements étudiants/recherche	
Actions et aides financières pour la formation supérieure/recherche	
Actions et aides financières pour les opérations de promotion de l'offre talle de formation supérieure	
Soutien et aides financières à des initiatives ou projets étudiants dans le cadre des règlements d'interventions communautaires, à des projets / opérations déclarés d'intérêt communautaire, concourant au développement de la vie étudiante	
Application du droit des sols	
Instruire via son service instructeur mutualisé en nom et pour le compte de ses communes membres les actes et autorisations d'urbanisme	
Instruction des actes et autorisations d'urbanisme de communes non membres conformément au code de l'urbanisme	
Développement touristique	
Élaboration d'un schéma de développement touristique intercommunal	
Usages numériques	
L'impulsion, l'assistance, l'accompagnement ou la conduite d'actions en lien avec les communes de son territoire, le cas échéant avec d'autres partenaires permettant le développement de l'économie locale par le numérique en particulier en renforçant la capitalisation et la sécurité des données sur le territoire (Data Center Local), le rapprochement des citoyens aux services publics et plus globalement le développement et la promotion des usages du numérique pour le plus grand nombre.	
Réseau de chaleur urbain	
Création, aménagement, entretien et gestion des réseaux de chaleurs urbains	
Assistance juridique	
	Aider les communes dans le domaine du conseil juridique avant qu'elles estent en justice.

Il ressort de cette comparaison des statuts les principales observations suivantes :

Compétences exercées par la Communauté d'Agglomération de NEVERS et non exercées par la CC LOIRE et ALLIER :

- Compétence « Politique de la ville »
- Compétence « Eau »
- Compétence « Assainissement »
- Compétence « Protection et mise en valeur de l'environnement et du cadre de vie »
- Compétence « Protection des espaces naturels »
- Compétence « Santé »
- Compétence « Enseignement supérieur »
- Compétence « Application du droit des sols »
- Compétence « Développement touristique »
- Compétence « Usages numériques »
- Compétence « Réseau de chaleur urbain »

A noter également, que la commune de SAINT-ÉLOI bénéficie actuellement de l'instruction gratuite des autorisations d'urbanisme par la DDT. En cas d'adhésion à la CA de NEVERS, la commune devra, selon toute vraisemblance, adhérer au service commun de la CA de NEVERS et se verra à ce moment-là facturé le dit service par la communauté.

Compétences exercées par la CC LOIRE ET ALLIER devant être restituées à la Commune de SAINT-ÉLOI :

- Compétence « Création, aménagement et entretien de la voirie d'intérêt communautaire »
- Compétence « Assistance juridique »

Il découle de ce comparatif de compétences les principaux points d'attention suivants :

- **La Voirie qui est de compétence de la CCLA, doit être restituée à la commune de SAINT-ÉLOI** qui, après retrait, devra de nouveau en assumer les charges d'entretien et de renouvellement, cette compétence n'ayant pas été retenue par la CA de NEVERS. Les voiries concernées sont les suivantes :



Tableau de classement de voirie intercommunale

Adopté en séance du 20/10/2022 - Délib 2022-10-035

N°	Commune	Appellation	Point d'origine	Point d'extrémité	Longueur
27	Saint-Éloi	Voie communale de Saint Eloi à Trangy	RD981	RD176	4 071 m
28	Saint-Éloi	Voie communale dit route d'Aubeterre à Guipasse	RD176	Rue de Tangy	2 212 m
29	Saint-Éloi	Chemin de l'Arche de la biodiversité	Rue des jeunes Pousses	Impasse - Jardin de la biodiversité	132 m
30	Saint-Éloi	Rue de la Garenne	Rue de l'Orangerie	RD18	800 m
31	Saint-Éloi	Impasse de la Sablière	RD978	Impasse	780 m
32	Saint-Éloi	Route d'Harlot	RD981	Harlot	384 m
33	Saint-Éloi	Route de la ZI	RD176	Routes de Coulanges	868 m
34	Saint-Éloi	Rue des papillons	Route de la ZI	Limite Communale	301 m
35	Saint-Éloi	Route de Coulanges	Rue Georges Dufaud	RD176	476 m

- **Les Zones d'Activité Économique (ZAE)** présentes sur la commune de SAINT-ÉLOI n'ont pas été transférées à la CC LOIRE et ALLIER malgré la loi NOTRE. Ces ZAE devront faire l'objet d'un transfert à la Communauté d'Agglomération de NEVERS. Lorsque les ZAE concernées ne sont pas terminées, un transfert de patrimoine (actif et passif) devra être organisé entre la commune et la CAN le cas échéant avec le versement d'une soulte fonction du bilan financier de la zone au moment du transfert ;
- **L'Eau Potable et l'Assainissement** qui ne sont pas, aujourd'hui, des compétences exercées par la CC LOIRE et ALLIER, mais des compétences communales, devront être transférées à la Communauté d'Agglomération de NEVERS dès l'adhésion de SAINT-ÉLOI.

Outre ces compétences, la procédure de retrait de la Commune de SAINT-ÉLOI de la CC LOIRE & ALLIER va entraîner le retrait de la commune du périmètre de deux syndicats :

- **Syndicat Mixte Nièvre Numérique** (ont la CC est membre suite à sa prise de compétence en matière de réseaux de communications électroniques)
- **SYCTOM (Le Syndicat de Collecte et de Traitement des Ordures Ménagères)**

En effet, l'article L.5211-19 du CGCT (procédure de droit commun) précise :

« Lorsque la commune se retire d'un établissement public de coopération intercommunale membre d'un syndicat mixte, **ce retrait entraîne la réduction du périmètre du syndicat mixte. Les conditions financières et patrimoniales du retrait de la commune sont déterminées par délibérations concordantes du conseil municipal de la commune et des organes délibérants du syndicat mixte et de l'établissement public de coopération intercommunale.** A défaut d'accord, ces conditions sont arrêtées par le représentant de l'Etat ».

Par renvoi à l'article susvisé, la même règle s'applique aux cas de retraits dérogatoires prévus par l'article L. 5214-26 du CGCT :

« Ce retrait s'effectue dans les conditions fixées par l'article L. 5211-25-1. Il vaut réduction du périmètre des syndicats mixtes dont la communauté de communes est membre dans les conditions fixées au troisième alinéa de l'article L. 5211-19 ».

A partir de là, la commune, le syndicat concerné et l'EPCI m d'accord par délibérations concordantes sur les conditions (financières et patrimoniales) de retrait.

A noter, s'agissant du Syndicat Mixte Nièvre Numérique dont est membre la CC LOIRE et ALLIER, que ladite communauté a souscrit un emprunt de 1M€ pour le déploiement de la fibre numérique jusqu'au nœuds de raccordement et ce pour l'ensemble du territoire en sus d'une participation /habitant (cf. Infra).

4. L'impact du retrait de Saint-Éloi en termes de répartition actif / passif

Lorsqu'une commune se retire d'un EPCI auquel elle adhère pour être rattachée à un autre EPCI, comme cela pourrait être le cas pour la commune de Saint-Éloi, la répartition de l'actif et du passif entre la commune et l'EPCI dont elle se retire est de fait nécessaire.

Dans ce cadre, il convient de mettre en œuvre la procédure prévue par **l'article L. 5211-25-1 du CGCT applicable aux retraits de compétences**, et aux retraits de commune(s) comme le prévoit explicitement l'article susvisé L. 5216-11 du CGCT :

Article L5216-11 (Création LOI n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 - art. 25)

Par dérogation à l'article L. 5211-19, une commune peut être autorisée, par le représentant de l'Etat dans le département après avis de la commission départementale de la coopération intercommunale réunie dans la formation prévue au second alinéa de l'article L. 5211-45, à se retirer d'une communauté d'agglomération pour adhérer à un autre établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre dont l'organe délibérant a accepté la demande d'adhésion. L'avis de la commission départementale de la coopération intercommunale est réputé négatif s'il n'a pas été rendu à l'issue d'un délai de deux mois.

Ce retrait s'effectue dans les conditions fixées à l'article L. 5211-25-1 et ne peut avoir pour conséquence de faire passer la population de la communauté d'agglomération en-dessous des seuils mentionnés à l'article L. 5216-1. Il vaut réduction du périmètre des syndicats mixtes dont la communauté d'agglomération est membre dans les conditions fixées au troisième alinéa de l'article L. 5211-19.

Dans cette situation, le transfert de l'actif et du passif ne peut se faire directement entre l'EPCI dont la commune s'est retirée et le nouvel EPCI d'appartenance de la commune, et cela même si certaines compétences seront retirées de l'ancien EPCI pour être directement exercées par le nouvel EPCI de rattachement. Autrement dit, la répartition s'effectue **toujours** entre la commune et l'EPCI dont elle s'est retirée.

Pour répartir l'actif et le passif en cas de retrait, le législateur a prévu une procédure en deux temps, comme cela a été rappelé dans le cadre de l'instruction en date du 26 juillet 2016 (NOR : INTB1617629N – Fiche 3) :

- **Recherche d'un accord** entre l'assemblée délibérante de l'EPCI et les assemblées délibérantes des communes concernées.
- **A défaut d'accord**, l'une des deux assemblées délibérantes doit saisir le préfet pour procéder à la répartition de l'actif et du passif. Le Préfet dispose alors d'un délai de 6 mois pour procéder à la répartition de l'actif et du passif.

S'agissant des conditions de répartition, une distinction – confondu du CGCT – doit être effectuée entre :

- 1° **Les biens meubles et immeubles mis à la disposition** de l'établissement bénéficiaire du transfert de compétences qui sont restitués aux communes antérieurement compétentes et réintégrés dans leur patrimoine pour leur valeur nette comptable, **avec les adjonctions effectuées** sur ces biens liquidées sur les mêmes bases. Le solde de l'encours de la dette transférée afférente à ces biens est également restitué à la commune propriétaire ;
- 2° **Les biens meubles et immeubles acquis ou réalisés postérieurement au transfert de compétences** sont répartis entre les communes qui reprennent la compétence ou entre la commune qui se retire de l'établissement public de coopération intercommunale et l'établissement ou, dans le cas particulier d'un syndicat dont les statuts le permettent, entre la commune qui reprend la compétence et le syndicat de communes. Il en va de même pour le produit de la réalisation de tels biens, intervenant à cette occasion. Le solde de l'encours de la dette contractée postérieurement au transfert de compétences est réparti dans les mêmes conditions entre les communes qui reprennent la compétence ou entre la commune qui se retire et l'établissement public de coopération intercommunale ou, le cas échéant, entre la commune et le syndicat de communes.

S'agissant du périmètre de répartition, l'instruction en date du 26 juillet 2016 (NOR : INTB1617629N – Fiche 3) rappelle la jurisprudence du Conseil d'Etat, qui dans sa décision du 21 novembre 2012 (Communauté d'Agglomération Sophia-Antipolis, N°346380) précise que **la répartition doit concerner la totalité du patrimoine de l'EPCI**. Selon l'interprétation du Conseil d'Etat, en se référant sans plus de précisions à la « *dette contractée postérieurement au transfert de compétences* », **le législateur a entendu viser l'ensemble du passif**. De même, en mentionnant « *les biens meubles et immeubles acquis ou réalisés postérieurement au transfert de compétences* » les parlementaires ont entendu, selon l'instruction susvisée, viser l'ensemble de l'actif.

Enfin, concernant la méthodologie préconisée par la DGCL pour répartir l'actif et le passif, la fiche 3 de l'annexe 1 de la note ministérielle de juillet 2016 rappelle les principes suivants :

- Les conditions de répartition du patrimoine entre l'EPCI et les communes qui reprennent leurs compétences doivent **tendre vers l'équité** ;
- Le retrait **ne doit en aucun cas donner lieu à versement d'un « droit de sortie »** à l'EPCI ;
- Les dettes contractées par l'EPCI postérieurement au transfert de compétence, dont le solde de l'encours, **doivent être réparties dans les mêmes conditions que les biens concernés entre la commune qui se retire et l'EPCI** (en d'autres termes, la répartition des dettes doit suivre la répartition des biens).

Sur cette base, la DGCL prévoit donc uniquement deux options sur la méthode de répartition de l'actif et du passif et en particulier des emprunts :

1. 1^{ère} option : Si les **contrats d'emprunts** finançant les biens à répartir entre la commune et l'EPCI **sont individualisables**, ils sont transférés à la commune **en fonction des biens transférés à la commune** à charge pour elle d'en assurer l'amortissement et d'en supporter les frais financiers. Dans ce cas, les emprunts concernés **sortent du bilan de l'EPCI et entrent dans le bilan de la commune** en contrepartie de l'actif correspondant qui sort du bilan de l'EPCI. Cette répartition ne donne lieu à aucun flux de trésorerie entre l'EPCI et la commune. Il n'y a donc pas lieu, dans cette hypothèse, de procéder à un remboursement anticipé ou de modifier les conditions financières auxquelles les emprunts en cause ont été initialement souscrits. Cette option entraîne pour chacun des emprunts concernés, une **substitution de personne morale**.
2. 2^{nde} option : Les **contrats d'emprunts** finançant les biens à répartir entre la commune et l'EPCI **sont globalisés**, seuls, le **remboursement de l'annuité en capital et le paiement**

des intérêts correspondant à leur quote-part dans l'encours des emprunts transférés à la commune sont enregistrés au bilan de la commune. Les emprunts continuent de figurer au bilan de l'ancien EPCI de rattachement. Selon une réponse du Ministère de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales publiée le 06/12/2018, qui reprend les termes susvisés et qui confirme que la quote-part de l'encours de dette qui est enregistrée au bilan de la commune doit correspondre aux biens transférés à cette même commune, cette quote-part doit être déterminée par les élus ou par l'arrêté du préfet ; *« il peut s'agir, à titre d'exemple, d'une répartition selon un critère de population, selon la date d'entrée dans l'EPCI ou le poids financier de la commune » (mais dans tous les cas, la répartition délibérée par les communes et l'EPCI ou arrêtée par le préfet ne doit être ni trop favorable pour les communes - qui se déchargeraient des dettes au détriment de l'EPCI - ni trop défavorable - il ne doit pas y avoir de « droit de sortie » à l'EPCI).* Au plan comptable, cela conduit à l'inscription d'une créance dans les comptes de l'EPCI en contrepartie de l'actif sortant de son bilan et, à l'inscription d'une dette dans les comptes de la commune en contrepartie de l'actif entrant dans son bilan, sans entraîner pour autant une quelle conque modification des contrats d'emprunts. L'EPCI devra uniquement retracer la situation sur l'état intitulé « Éléments du bilan – État de la Dette – Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme » qui **recense les dettes récupérables qu'une collectivité a accepté de prendre en charge pour le compte d'une autre collectivité.**

Dans les deux cas / options, la répartition de la dette, qu'il s'agisse d'un contrat d'emprunt individualisable ou non – suit le transfert des biens à la commune sortante. **Aucun autre cas ou option n'est prévu concernant la reprise même partielle, par la commune sortante, d'une dette pour un bien qui resterait dans l'actif de l'ancien EPCI de rattachement.**

Il ressort de ce qui précède, le fait que la commune de SAINT-ELOI, en cas de retrait de la CC LOIRE ET ALLIER, pourrait (selon les biens concernés) :

- ⇒ **Se voir restituer** (réintégration dans le patrimoine de la commune pour leur valeur nette comptable) tous **les biens meubles et immeubles mis à la disposition par elle à la CC LOIRE ET ALLIER**. Dans ce cas, les biens devront être de nouveau amortis par Saint-Éloi y compris pour la part correspondant aux éventuelles adjonctions faites par la CC LOIRE ET ALLIER. L'on peut considérer ici que les adjonctions n'auront pas à faire l'objet d'une compensation à la CC de la part de SAINT-ELOI. Toutefois, si la CC LOIRE ET ALLIER avait souscrit un emprunt pour le renouvellement des biens concernés, le contrat d'emprunt visé suivra le bien et devra être amorti lui aussi par Saint-Éloi se retirant de l'EPCI précédemment compétent. Ce sera également le cas si un contrat d'emprunt avait été transféré par la commune au moment de la mise à disposition du bien à l'EPCI de rattachement (ce dernier contrat sera également restitué à la commune sans que l'EPCI puisse prétendre aux annuités d'emprunts assumé par lui lors de la durée pendant laquelle il a été compétent). A noter que selon la fiche 3 de l'annexe 1 de la note ministérielle susvisée de juillet 2016, *« les biens mis à disposition par les communes aux EPCI reviennent automatiquement aux communes ainsi que les emprunts les finançant **sans prise d'arrêté du préfet** »* et sans même délibération (réponse du Ministère de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales publiée le 06/12/2018).
- ⇒ **Se voir réparti** entre la CC LOIRE ET ALLIER et SAINT-ELOI, souhaitant son retrait, **les biens meubles et immeubles acquis ou réalisés postérieurement au transfert de compétences**. En vertu du principe de territorialisation, les biens visés ici et qui seraient physiquement situés sur le territoire de SAINT-ELOI, reviendront à la commune considérée avec une répartition de l'actif et du passif desdits biens entre CC LOIRE ET ALLIER et SAINT-ELOI devant faire l'objet d'un commun accord (protocole d'accord) à défaut de quoi l'assemblée délibérante de SAINT-ELOI ou celle de la CC LOIRE et ALLIER pourra saisir le Préfet qui aura alors 6 mois pour statuer.

En l'espèce, aucun équipement communautaire (CCLA) ne sera financé par la commune de SAINT-ÉLOI. Seules deux types d'immobilisation peuvent faire l'objet d'une répartition actif-passif entre la commune de SAINT-ÉLOI et la CCLA :

- **La Voirie** : Par délibération 2022-10-035 votée en séance du 20/10/2022 la CC LOIRE ET ALLIER a adopté le nouveau tableau de classement de voirie intercommunal et a défini l'intérêt communautaire relative à la voirie. Selon cette définition, **sont d'intérêt communautaire** les :
- Voies conjointes à plusieurs communes ou partagées par plusieurs communes de la CCLA
 - Voies permettant d'accéder aux zones industrielles et artisanales, sites touristiques et déchetterie
 - Voies de délestage ou de contournement permettant un accès rapide aux services de secours et de santé en cas de fermeture des autres voiries majeurs de la commune lors d'évènements exceptionnels (catastrophes naturelles, accidents, ...).

Sur cette base, la répartition de prise en charge des travaux d'entretien entre commune et CCLA est le suivant :

Type de Travaux	En Agglomération	Hors Agglomération	Zone d'activité à l'intérieur ou extérieur de l'agglomération
Débroussaillage, Fauchage, Elagage	Compétence Communale	Compétence Communale	Compétence Communale
Réparation de nids de poules (Enrobés à froid ou produits similaires fournis par la Communauté de Communes)	Compétence Communale	Compétence Communale	Compétence Communale
Renouvellement et entretien de la chaussée (revêtement et structure)	Loire & Allier	Loire & Allier	Loire & Allier
Création et entretien des bordures et trottoirs	Compétence Communale	Loire & Allier	Loire & Allier
Dérèglement d'accotement Curage et création de fossés	Loire & Allier	Loire & Allier	Loire & Allier
Entretien des ouvrages d'art	Loire & Allier	Loire & Allier	Loire & Allier
Renouvellement de signalisation Horizontale dans le cadre de réfection d'une couche de roulement par la communauté de communes	Loire & Allier	Loire & Allier	Loire & Allier
Entretien courant de la signalisation Horizontale	Compétence Communale	Loire & Allier	Loire & Allier
Première pose et entretien de la signalisation Verticale de type panneau de police obligatoire et panneaux liés aux activités touristique et économique	Compétence Communale	Loire & Allier	Loire & Allier
Première pose et entretien de la signalisation Verticale hors panneau de police obligatoire et panneaux liés aux activités touristique et économique	Compétence Communale	Compétence Communale	Compétence Communale
Création et entretien des traversées de voiries d'eau pluviale (busage) ponctuel ou prolongement de fossés	Compétence Communale	Loire & Allier	Loire & Allier
Entretien des réseaux d'Eaux Pluviales, d'Eaux Usées, d'Eaux Potable, d'Éclairage Public	Compétence Communale	Compétence Communale	Compétence Communale
Création des réseaux d'Eaux Pluviales, d'Eaux Usées, d'Eaux Potable, d'Éclairage Public	Compétence Communale	Compétence Communale	Si décision de la commune : Compétence Communale
Création ou extension d'une zone d'activité sur décision de la communauté de communes comprenant la voirie, ses accessoires (trottoirs, aménagement divers) et l'ensemble de ses réseaux			Loire & Allier

Les voies concernées par cette répartition sur la commune de SAINT-ÉLOI sont les suivantes :

- **Voie communale de St-Eloi à Trangy** (Point d'origine : RD981 ; Point d'extrémité : RD176 => 4 071 m)

- **Voie communale dit route d'Aubeterre à Guipasse** (Point d'origine : Rue de Tangy => 2 212 m)
- **Chemin de l'Arche de la Biodiversité** (Point d'origine : Rue des jeunes pousses ; Point d'extrémité : Impasse – jardin de la Biodiversité => 132 m)
- **Rue de la Garenne** (Point d'origine : Rue de l'orangerie ; Point d'extrémité : RD18 => 800 m)
- **Impasse de la sablière** (Point d'origine : RD978 ; Point d'extrémité : Impasse => 780 m)
- **Route d'Harlot** (Point d'origine : RD981 ; Point d'extrémité : Harlot => 384 m)
- **Route de la ZI** (Point d'origine : RD176 ; Point d'extrémité : Route des Coulanges => 868 m)
- **Rue des Papillons** (Point d'origine : Route de la ZI ; Point d'extrémité : Limite communale => 301 m)
- **Route de Coulanges** (Point d'origine : Rue Georges Dufaud ; Point d'extrémité : RD176 => 476 m)

Pour l'ensemble de ces voies, selon une délibération en date du 29 mars 2010 :

- ⇒ Tous les travaux de voirie réalisés par la CCLA, sont **amortis sur 7 ans** ;
- ⇒ **Si une commune membre décide de quitter la CCLA** avant la dernière année d'amortissement des travaux effectués sur sa commune, **cette dernière devra rembourser à la CCLA la somme restant à amortir.**

Par application de la présente délibération, **les travaux de voirie non amortis à compter de 2024 et correspondant aux voies susvisées, se montent à 26 389 € €HT.**

AMORTISSEMENTS TRAVAUX VOIRIE PROGRAMME 2016 à 2020 - Commune de SAINT-ÉLOI											
COMMUNE DE SAINT-ÉLOI - TRAVAUX VOIRIE REALISEES PAR LA CC LOIRE ET ALLIER	Travaux réglés en TTC *	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
TRAVAUX VOIRIE - ST ELOI - Programme 2016	10 692 €	1 527 €	1 527 €	1 527 €	1 527 €	1 527 €	1 527 €	1 527 €			
TRAVAUX VOIRIE - ST ELOI - Programme 2017-2018	44 664 €			6 381 €	6 381 €	6 381 €	6 381 €	6 381 €	6 381 €	6 381 €	
TRAVAUX VOIRIE - ST ELOI - Programme 2019-2020	31 798 €				4 543 €	4 543 €	4 543 €	4 543 €	4 543 €	4 543 €	4 543 €
TOTAL INVESTISSEMENT	87 155 €	1 527 €	1 527 €	7 908 €	12 451 €	12 451 €	12 451 €	12 451 €	10 923 €	10 923 €	4 543 €
* Dont frais généraux proratisés entre les 6 communes membres									26 389 €		

Ne sont comptabilisés que les travaux. Les annonces légales, la maîtrise d'œuvre ne sont pas pris en compte.
 Les frais généraux à l'ensemble du chantier, y compris contrôles amiante ont été proratisés sur chaque commune

Si la commune de SAINT-ÉLOI convient – sur la base de la délibération sus évoquée - à rembourser à la CCLA la somme restant à amortir, elle devra alors supporter l'annuité de dette correspondant à ces travaux selon les règles précédemment rappelées, sachant qu' « en aucun cas la répartition du solde de l'encours de la dette ne doit conduire à imposer le remboursement anticipé d'une partie de l'encours de la dette d'un montant équivalent à leur quote-part dans le solde de l'encours de dette à répartir » (Fiche 3 – Annexe 1 – Note Ministérielle du 26 juillet 2016).

Mais faut-il encore pour cela qu'une dette soit souscrite. En effet, la précédente délibération ne peut s'inscrire que dans le cadre juridique du 1° de l'article L.5211-25-1 du CGCT sus évoqué, selon lequel pour les « biens meubles et immeubles mis à la disposition de l'établissement bénéficiaire du transfert de compétences sont restitués aux communes antérieurement compétentes et réintégrés dans leur patrimoine pour leur valeur nette comptable, avec les adjonctions effectuées sur ces biens liquidées sur les mêmes bases. **Le solde de l'encours de la dette transférée afférente à ces biens est également restituée à la commune propriétaire** ». Si la voirie restituée et les adjonctions de voirie ont été autofinancées, et donc n'ont pas fait l'objet de contrat d'emprunt, il ne pourra pas il y avoir de restitution de dette, sauf accord conventionnel entre les parties.

- **La Fibre Numérique** : Outre la voirie, la CC LOIRE et ALLIER a, par délibération en date du 20 novembre 2017, approuvé le transfert de la compétence facultative en matière de réseaux de communications électroniques afin que la CCLA intègre le plan de déploiement de l'internet très haut débit porté par Nièvre Numérique qui consiste à construire un réseau

de fibre optique jusqu'à l'habitant. Suite à cette prise de compte, le Syndicat Mixte Nièvre Numérique. La CC a, par délibération en date du 25 juin 2018, donné l'autorisation à son Président de signer une convention avec le Syndicat Mixte, ayant pour objet de définir les modalités du partenariat et des engagements respectifs de l'EPCI et de Nièvre numérique pour l'établissement du réseau départemental de communications électroniques à très haut débit, et ce à hauteur de 973 240 € pour la CCLA soit 3 356 prises à 290 € / prise. **La CCLA a souscrit un emprunt de 968 890 € correspondant à 3 341 prises devant être potentiellement installées, le capital restant dû au 31/12/2023 étant anticipé à 787 289,70 € (à noter que selon la « convention de partenariat pour le déploiement du réseau départemental à très haut débit de la Nièvre – Réseau FTTH » signée entre le syndicat mixte Nièvre Numérique et la CCLA le 29-06-2018, le nombre de prises prévues dans le cadre du planning prévisionnel de déploiement de la fibre optique sur la CCLA était de 1 192 prises en 2018, et 1 764 prises en 2019 soit un total de 2 956 prises pour 857 240 € de participation de la CCLA).** Selon le syndicat mixte Nièvre numérique, **le nombre de prises posées sur le territoire de la commune de SAINT-ELOI s'élèverait à 1 105 prises. Sur cette base, la commune pourrait être amenée – en accord avec la CCLA – à rembourser à cette dernière, sur la durée restant à courir du contrat d'emprunt en cours, la quote-part d'encours de dette restant due à hauteur du prorata de prises installées sur la commune de SAINT-ELOI, soit 260 390 € d'encours représentant, une annuité en capital de 12 818 €/an pendant 20 ans et 3 mois (cf. tableau d'amortissement ci-dessous). Cette annuité, et les frais financiers afférents, pourront faire l'objet d'une convention de remboursement d'annuité de dette entre la commune de SAINT-ELOI et la CCLA selon le rythme et les conditions de remboursement qui sont ceux de l'emprunt souscrit par la CCLA.**

Durée : 300 mois (25 ans)								
Annuité : Capital constant (annuités dégressives)								
Remboursements : Trimestriels								
Taux d'intérêt : 1,88%								
				3 341 Prises		1 105 Prises		
				Capital : 968 890 €		Capital : 320 450 €		
EMPRUNT FIBRE NUMERIQUE CCLA	Rembours. KI	frais Financiers	Annuités	CRD au 31/12	Rembours. KI	frais Financiers	Annuités	CRD au 31/12
2019	29 066,70 €	14 536,69 €	43 603,39 €	939 823,30 €	9 613,50 €	4 807,85 €	14 421,35 €	310 836,50 €
2020	38 755,60 €	17 395,45 €	56 151,05 €	901 067,70 €	12 818,00 €	5 753,36 €	18 571,36 €	298 018,50 €
2021	38 755,60 €	16 666,85 €	55 422,45 €	862 312,10 €	12 818,00 €	5 512,38 €	18 330,38 €	285 200,50 €
2022	38 755,60 €	15 938,24 €	54 693,84 €	823 556,50 €	12 818,00 €	5 271,40 €	18 089,40 €	272 382,50 €
2023	38 755,60 €	15 209,64 €	53 965,24 €	784 800,90 €	12 818,00 €	5 030,42 €	17 848,42 €	259 564,50 €
2024	38 755,60 €	14 481,03 €	53 236,63 €	746 045,30 €	12 818,00 €	4 789,45 €	17 607,45 €	246 746,50 €
2025	38 755,60 €	13 752,42 €	52 508,02 €	707 289,70 €	12 818,00 €	4 548,47 €	17 366,47 €	233 928,50 €
2026	38 755,60 €	13 023,82 €	51 779,42 €	668 534,10 €	12 818,00 €	4 307,49 €	17 125,49 €	221 110,50 €
2027	38 755,60 €	12 295,21 €	51 050,81 €	629 778,50 €	12 818,00 €	4 066,51 €	16 884,51 €	208 292,50 €
2028	38 755,60 €	11 566,61 €	50 322,21 €	591 022,90 €	12 818,00 €	3 825,53 €	16 643,53 €	195 474,50 €
2029	38 755,60 €	10 838,00 €	49 593,60 €	552 267,30 €	12 818,00 €	3 584,55 €	16 402,55 €	182 656,50 €
2030	38 755,60 €	10 109,40 €	48 865,00 €	513 511,70 €	12 818,00 €	3 343,58 €	16 161,58 €	169 838,50 €
2031	38 755,60 €	9 380,79 €	48 136,39 €	474 756,10 €	12 818,00 €	3 102,60 €	15 920,60 €	157 020,50 €
2032	38 755,60 €	8 652,19 €	47 407,79 €	436 000,50 €	12 818,00 €	2 861,62 €	15 679,62 €	144 202,50 €
2033	38 755,60 €	7 923,58 €	46 679,18 €	397 244,90 €	12 818,00 €	2 620,64 €	15 438,64 €	131 384,50 €
2034	38 755,60 €	7 194,98 €	45 950,58 €	358 489,30 €	12 818,00 €	2 379,66 €	15 197,66 €	118 566,50 €
2035	38 755,60 €	6 466,37 €	45 221,97 €	319 733,70 €	12 818,00 €	2 138,68 €	14 956,68 €	105 748,50 €
2036	38 755,60 €	5 737,77 €	44 493,37 €	280 978,10 €	12 818,00 €	1 897,70 €	14 715,70 €	92 930,50 €
2037	38 755,60 €	5 009,16 €	43 764,76 €	242 222,50 €	12 818,00 €	1 656,73 €	14 474,73 €	80 112,50 €
2038	38 755,60 €	4 280,56 €	43 036,16 €	203 466,90 €	12 818,00 €	1 415,75 €	14 233,75 €	67 294,50 €
2039	38 755,60 €	3 551,95 €	42 307,55 €	164 711,30 €	12 818,00 €	1 174,77 €	13 992,77 €	54 476,50 €
2040	38 755,60 €	2 823,35 €	41 578,95 €	125 955,70 €	12 818,00 €	933,79 €	13 751,79 €	41 658,50 €
2041	38 755,60 €	2 094,74 €	40 850,34 €	87 200,10 €	12 818,00 €	692,81 €	13 510,81 €	28 840,50 €
2042	38 755,60 €	1 366,13 €	40 121,73 €	48 444,50 €	12 818,00 €	451,83 €	13 269,83 €	16 022,50 €
2043	38 755,60 €	637,53 €	39 393,13 €	9 688,90 €	12 818,00 €	210,86 €	13 028,86 €	3 204,50 €
2044	9 688,90 €	45,54 €	9 734,44 €	0,00 €	3 204,50 €	15,06 €	3 219,56 €	- €
TOTAL 2019-2044	968 890,00 €	230 978,00 €	1 199 868,00 €		320 450,00 €	76 393,50 €	396 843,50 €	
TOTAL 2024-2044	784 800,90 €	151 231,13 €	936 032,03 €		259 564,50 €	50 018,08 €	309 582,58 €	

Une fois la compétence restituée à la commune, la compétence sera immédiatement transférée à la CA de NEVERS qui dispose elle aussi de la fibre numérique dans ses statuts. Dans ce cadre, le transfert de compétence à la Communauté d'Agglomération, sans préjuger du travail qui pourra être mené par la CLECT (commission Locales d'Évaluation des Charges Transférées), pourra donner lieu :

- **Au transfert**, par la commune de SAINT-ELOI, à la CA de Nevers de la convention susvisée de remboursement d'annuités de dette couvrant la quote-part de participation de la CCLA au syndicat mixte Nièvre numérique ;
- **A la prise en compte du coût annuel de remboursement conventionnel de dette dans les charges transférées par la commune de SAINT-ELOI à la CA de NEVERS**, charges défalquées alors de l'AC de la commune de SAINT-ELOI. (en AC de fonctionnement ou en AC d'investissement le cas échéant sur la base de l'article V 1bis du 1609 nonies C du CGI).

A noter toutefois, que les services de l'Etat, s'ils étaient saisis (en cas de désaccord entre la commune et la CCLA), pourraient être amenés à considérer que la répartition doit être effectuée sur l'ensemble de l'actif et du passif de la CC LOIRE et ALLIER et ce sur le patrimoine acquis par la communauté (avec les dettes afférentes) depuis l'adhésion de la commune. En effet, l'arrêt du Conseil d'État Communauté d'agglomération Sophia-Antipolis du 21 novembre 2012 (requête n° 346380) précise que la répartition doit concerner tout le patrimoine de l'EPCI à savoir tout l'actif (« les biens meubles et immeubles acquis ou réalisés postérieurement au transfert de compétences ») et tout le passif (« la dette contractée postérieurement au transfert de compétences »). Dans un tel cas, les critères de répartition choisis pourraient être des critères de poids de la population, ou de l'importance de la participation financière de la commune objet du retrait dans l'EPCI (le critère porterait alors sur l'actif de l'ensemble des budgets de la communauté y compris les fonds de roulement, ainsi que sur le passif autrement dit les dettes rattachées). La jurisprudence précitée rappelle que « les conditions de répartition du patrimoine entre l'EPCI et les communes qui reprennent leurs compétences doivent tendre vers l'équité ». Ainsi, la répartition délibérée par les communes et l'EPCI ou arrêtée par le préfet ne doit être ni trop favorable pour les communes, qui se déchargeraient des dettes au détriment de l'EPCI, ni trop défavorable : il ne doit pas y avoir de « droit de sortie » à l'EPCI. **A ce stade, la communauté de communes LOIRE et ALLIER n'a pas transmis d'état d'actif et de passif qui soit à jour, ce dernier faisant l'objet d'un travail en cours. Une hypothèse de répartition d'actif et de passif sur cette base ne peut donc être modélisée.**

Outre la répartition de l'actif et du passif entre la CCLA et la commune de SAINT-ELOI, le retrait de la commune de la CCLA entraînant également réduction du périmètre des syndicats dont est adhérente la communauté, se posera la question de la répartition de l'actif et du passif entre les syndicats concernés et la commune de SAINT-ELOI. A ce titre, deux syndicats sont concernés ici : 1 - Syndicat Mixte Nièvre Numérique : 2 – SYCTOM (lui-même membre du SIEEN).

Enfin, la commune de SAINT-ELOI devra faire face aux évolutions financières, fiscales ou tarifaires suivantes au vu des compétences qu'elle devra transférer à la CA de NEVERS :

⇒ **Compétence "Élimination des Déchets" :**

La compétence « élimination des déchets ménagers », compétence statutaire de la Communauté de Communes LOIRE et ALLIER, a été déléguée par cette dernière au **Syndicat de Collecte et de Traitement des Ordures Ménagères (SYCTOM) de Saint-Pierre-le-Moûtier**. Le syndicat exerce aujourd'hui les compétences suivantes :

- La collecte des ordures ménagères résiduelles en porte à porte
- La collecte des biodéchets en porte à porte

- La collecte des déchets d'emballages ménagers recyclables (volontaire) et leur transport jusqu'au centre de tri
- La gestion des déchetteries
- La sensibilisation et prévention au tri et au recyclage.

En souhaitant se retirer de la CC LOIRE et ALLIER la commune de SAINT-ELOI entrainera une réduction du périmètre du SYCTOM.

L'exercice de la compétence par le syndicat s'effectue dans les conditions techniques suivantes sur le territoire de la commune de SAINT-ELOI :

DONNEES TECHNIQUES CONCERNANT SAINT ELOI			
	OMR	EMBALLAGES ET PAPIERS	VERRE
Durée de tournée du premier point de collecte au dernier point de collecte	Benne 1 : 4h50 Benne 2 : 5h00		
Ripage (mono/duo)	Benne 1 : 2 ripeurs Benne 2 : 1 ripeur		
Type de benne (mono ou bi)	Benne 1 : bicomp (CS/OMR) Benne 2 : Bicomp (OMR/CS)		
Volume benne	Benne 1 : 21 m3 Benne 2 : 21 m3		
Nombre de vidage	Benne 1 : 1 vidage Benne 2 : 1 vidage		
Nombre de bacs/dimensions	nc.	nc.	
Nombre de borne à verre et volume			
Tonnage moyen tournée si connu ou estimé	Benne 1 : 3T800 Benne 2 : 5T000	Benne 1 : 2T900 Benne 2 : 1T200	
tonnage annuel si connu ou estimé	234 T	117 T	

Les équipements affectés spécifiquement au service dispensé sur la commune de SAINT-ELOI par le SYCTOM sont les suivants :

- Contenants biodéchets (Bioseau 20 L + conteneur 120 L) : remis à chaque foyer (hors habitat collectif)
- Colonnes à verre : 9 colonnes de 3 à 4 m3

Tous les autres équipements ne sont pas spécifiquement affectés au service dispensé sur la commune de SAINT-ELOI.

Il n'y a pas non plus d'infrastructures du SYCTOM sur le territoire de SAINT-ELOI (notamment aucune déchetterie).

En ambitionnant d'adhérer à la CA de NEVERS, la commune d'exercice de la compétence de l'Agglomération s'applique sur son territoire. En l'espèce, la collecte des ordures ménagères est **exercée en régie sur les 13 communes de l'agglomération**. L'usine de valorisation des ordures ménagères et quai de transfert situé sur la commune de Fourchambault sont gérés via un contrat de DSP courant du 21 janvier 2023 au 20 janvier 2031 (RONAVAL). Par ailleurs, un contrat de performance (MPGP avec SUEZ) pour la conception, réalisation et exploitation de 2 déchèteries pour particuliers et construction d'une recyclerie, cours depuis le 11 janvier 2023 et ce pour une durée de 7 ans et 2 semaines. Enfin, l'exploitation d'une déchèterie pour professionnels est prévue dans le cadre d'un bail emphytéotique courant du 25 février 2009 au 24 février 2029.

A noter que l'Agglomération de NEVERS distribue des bacs pour les ordures ménagères :

- pour les habitations individuelles situées en fréquence de collecte une fois par semaine
- pour les habitations de 4 logements et plus
- pour les points de regroupement

La dotation en bac « ordures ménagères » individuel initiale est unique. Le bac individuel « ordures ménagères » n'est ni réparé ni remplacé même en cas de vol.

Aussi, afin de permettre aux habitations individuelles ou de moins de 4 logements de pouvoir s'équiper d'un bac normé NF et adapté aux lèves-bacs des véhicules et ce quel que soit leur fréquence de collecte, Nevers Agglomération propose aux particuliers l'acquisition de bac individuel « ordures ménagères ».

Désignation	Dimensions (L x H x P)	Prix unitaire en €TTC
Bac 180 L	480 x 1120 x 737	28,52
Bac 240 L	580 x 1130 x 738	31,04
Bac 360 L	585 x 1264 x 880	44,83

S'agissant de la redevance spéciale, la CA de NEVERS pratique les tarifs suivants :

FLUX	TARIF
Ordures ménagères	0,0543 €/litre
Déchets recyclables	0,0341 €/litre
Cartons	0,0203 €/litre
Déchets industriels banals (encombrants)	55 €/rotation pour mise à disposition temporaire d'un caisson (max 1 semaine) de 8 à 30 m ³
	660 €/an pour 12 vidages et mise à disposition permanente d'un caisson de 8 à 30 m ³
	55 € le vidage supplémentaire
	155 €/tonne de traitement
Déchets verts	55 €/rotation pour mise à disposition temporaire d'un caisson (max 1 semaine) de 8 à 30 m ³
	660 €/an pour 12 vidages et mise à disposition permanente d'un caisson de 8 à 30 m ³
	55 € le vidage supplémentaire
	78 €/tonne de traitement
Verre	23 €/m ³

Concernant la Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères (TEOM), si la CC LOIRE et ALLIER (via le SYCTOM) et la CA de NEVERS recourent au même mode de financement, ces dernières appliquent des taux de taxe d'enlèvement des ordures sensiblement différents puisque les contribuables de la commune de SAINT-ÉLOI qui se voient appliquer actuellement – en 2023 – un taux de 9,20% (9,40% en 2022), **pourrait se voir appliquer en cas d'adhésion de**

la commune à la CA de NEVERS, un taux de 6,50% soit près actuel.

Sauf cas de zonage qui serait mis en place et justifié par un niveau de service différent, c'est donc le taux de la CA de NEVERS qui, après adhésion de la commune, serait amené à s'appliquer.

Dans l'hypothèse où le coût du service serait supérieur, pour la CA de NEVERS, à la recette générée par le taux de TEOM de 6,50% appliqué aux bases 2023 de la commune (soit 6,50% x 2 541 869 € = 165 221 € contre un produit de 233 852 € à ce jour sur la CC LOIRE et ALLIER avec un taux de 9,20% soit une différence de 68 631 €), **la CLECT** (Commission Locale d'Évaluation des Charges Transférées) **de la CA de NEVERS pourrait être amenée en 2024** (lors de l'évaluation des charges transférées) **à défalquer le manque de recettes TEOM sur l'attribution de compensation de la commune** (ce point sera discuté en CLECT à l'occasion des transferts de compétences entre la commune et la CA de NEVERS, tout comme ce sera le cas pour le transfert des zones d'activités – ZAE –, de la fibre, ...). **En se basant sur la différence de produit fiscal entre ce que génère la TEOM perçue par la CCLA sur le territoire de SAINT-ELOI en 2022/2023 (avec un taux de 9,20% en 2023), et ce que générerait la TEOM perçue par la CAN en 2024 sur ce même territoire de la commune de SAINT-ELOI, la charge transférée supplémentaire qui pourrait être évaluée par la CLECT et défalquée de l'AC de la commune pourrait s'élever à environ 65 K€ ou 70 K€.**

⇒ **Compétences Eau et Assainissement :**

Les compétences Eau potable et Assainissement ne sont pas à ce jour exercées par la Communauté de Communes LOIRE et ALLIER, mais par la commune de SAINT-ELOI via un contrat de délégation de service public (DSP) eau et assainissement confié à VEOLIA (délégataire). Si le retrait de la commune de SAINT-ELOI de la CC LOIRE et ALLIER n'a donc pas d'impact sur l'exercice des compétences eau et assainissement, son adhésion concomitante à la Communauté d'Agglomération de NEVERS entraînera le transfert desdites compétences à ladite agglomération.

Les modes de gestion actuellement en vigueur sur la commune et sur la communauté d'agglomération sont les suivants :

	SAINT-ELOI	CA NEVERS
Eau Potable	DSP (affermage) – VEOLIA – Fin de contrat 31/12/2024	REGIE sauf 2 communes
		DSP (affermage) SAUR - Fin du contrat en 2024 pour les Communes de Nevers et Varennes-Vauzelles
Assainissement	DSP (affermage) – VEOLIA – Fin de contrat 31/12/2024	DSP (affermage) – VEOLIA Fin du contrat en 2024.

Il ressort de ce qui précède les deux conséquences probables suivantes :

- ☐ Sur l'Eau Potable : Un passage en Régie de l'eau potable à compter de 2025 sur l'ensemble du périmètre de la CA de NEVERS y compris sur SAINT-ELOI en cas d'adhésion (et donc un non renouvellement des contrats de DSP en place)
- ☐ Sur l'Assainissement : Une remise en concurrence à compter de 2025 du contrat Assainissement pour l'ensemble du périmètre de la CA de NEVERS y compris sur SAINT-ELOI en cas d'adhésion

De ce fait, si les prix de l'eau et assainissement sur SAINT-ELOI, ne varieront pas en 2024 même en cas d'adhésion à la CA de NEVERS cette dernière ayant l'obligation de reprendre les contrats en cours en respectant leur équilibre économique (simple changement de personne morale signataire => CA de NEVERS en lieu et place de la commune de SAINT-ELOI)

les prix appliqués à compter de 2025 dépendront du changement de la régie sur la CA de NEVERS (avec trois communes en plus dont SAINT-ELOI) pour l'Eau Potable, et du changement éventuel de délégataire et de périmètre de délégation pour l'Assainissement.

A titre d'information, les prix actuellement pratiqués (hors agence de l'eau) sur les deux entités sont les suivants :

	SAINT-ELOI (3,73€HT/m3 d'eau assainie hors agence de l'eau)	CA NEVERS (3,50€HT/m3 d'eau assainie hors agence de l'eau)
Eau Potable	<p><u>DSP</u></p> <p>Part délégataire (facture 120m3) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Part Abonnement : 0 €HT/m3 - Part Conso. : 0,7609€HT/m3 <p>Part délégant (facture 120m3) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Part Abonnement : 0 €HT/m3 - Part Conso. : 0,33€HT/m3 <p><u>TOTAL</u> : 1,0909 €HT/m3</p>	<p><u>REGIE</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Part Abonnement : 0,1854 €HT/m3 - Part Conso. : 1,54831€HT/m3 <p><u>TOTAL</u> : 1,7337 €HT/m3</p>
		<p><u>DSP</u> (Nevers & Varennes-Vauzelles)</p> <p>Part délégataire (facture 120m3) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Part Abonnement : 0 €HT/m3 - Part Conso. : 0,7743€HT/m3 <p>Part délégant (facture 120m3) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Part Abonnement : 0,1854 €HT/m3 - Part Conso. : 0,7740€HT/m3 <p><u>TOTAL</u> : 1,7337 €HT/m3</p>
Assainissement	<p><u>DSP</u></p> <p>Part délégataire (facture 120m3) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Part Abonnement : 0 €HT/m3 - Part Conso. : 1,2153€HT/m3 <p>Part délégant (facture 120m3) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Part Abonnement : 0 €HT/m3 - Part Conso. : 1,43€HT/m3 <p><u>TOTAL</u> : 2,6453 €HT/m3</p>	<p><u>DSP</u> (hors Grimouille)</p> <p>Part délégataire (facture 120m3) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Part Abonnement : 0 €HT/m3 - Part Conso. : 0,9408€HT/m3 <p>Part délégant (facture 120m3) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Part Abonnement : 0 €HT/m3 - Part Conso. : 0,827€HT/m3 <p><u>TOTAL</u> : 1,7678 €HT/m3</p>

Il convient de noter ici que la commune de SAINT-ELOI a souscrit en 2023 un emprunt pour la réalisation d'une première tranche de travaux d'assainissement (travaux de mise en séparatif du réseau unitaire et la réfection du réseau AEP rue de l'Orangerie et de la Poste) et ce pour un montant de 250 000 €. Les caractéristiques de l'emprunt visé sont les suivantes (délibération 2023_037 du 03 mai 2023) :

- ✓ Montant : 250 000 €
- ✓ Durée : 30 ans
- ✓ Frais de dossier : 0,10 %
- ✓ Taux : Fixe de 3,42%
- ✓ Périodicité : Trimestrielle
- ✓ Une première mise à disposition des fonds pourra être effectué le 05 septembre 2023.

D'autres tranches de travaux sont prévues ultérieurement. SAINT-ELOI (le montant total des travaux prévus pourrait se situer entre 800K€ et 1M€).

En cas d'adhésion de la commune à la CA de NEVERS, l'emprunt susvisé sera transféré à la Communauté d'Agglomération. Parallèlement, il reviendra à la commune et à la communauté de voter des délibérations concordantes permettant le transfert des résultats de clôture du budget annexe assainissement afin de permettre à la CA de Nevers de disposer des montants d'emprunt mobilisés qui ne seraient pas encore utilisés pour lesdits travaux. Il conviendra également de vérifier le bon dimensionnement de la redevance assainissement pour porter les emprunts souscrits en 2023 ou ceux qui pourraient être souscrits ultérieurement pour des travaux sis sur le territoire de la commune de SAINT-ELOI.

⇒ **Compétence Mobilité :**

La Communauté d'Agglomération de NEVERS est compétente en matière de mobilité en tant qu'autorité organisatrice de la mobilité (AOM). Dans ce cadre, l'exploitation du service public de transport urbain est, sur la Communauté d'Agglomération de NEVERS, confiée à Keolis Nevers. La filiale locale de Keolis SA exploite le réseau Taneo pour le compte de Nevers Agglomération au travers d'une DSP via un contrat d'affermage qui a démarré le 1er janvier 2020 et qui prend fin le 31 décembre 2025.

Sur la Communauté de Communes LOIRE et ALLIER, la compétence mobilité a été transférée à la Région qui assure les transports scolaires. Aucune ligne de transport régulier de voyageur n'a été mise en place.

En se retirant de la CC LOIRE et ALLIER, et en adhérant à la CA de NEVERS, la commune de SAINT-ELOI devrait, à terme, pouvoir bénéficier d'une extension du service de transport régulier de l'agglomération sur le territoire communal.

La compétence et notamment les transports scolaires qui seraient assurés sur le territoire de la CAN (et donc de SAINT ELOI) seront transférés par la Région à la communauté d'agglomération en tant qu'autorité organisatrice de mobilité. Ce transfert ne fera pas l'objet d'un transfert de charges pour la commune de SAINT-ELOI qui n'en supporte pas le coût actuellement (le coût de ces transports est estimé à 73K€ par les services de la CAN). A contrario, la CA de NEVERS appliquera un taux de versement mobilité.

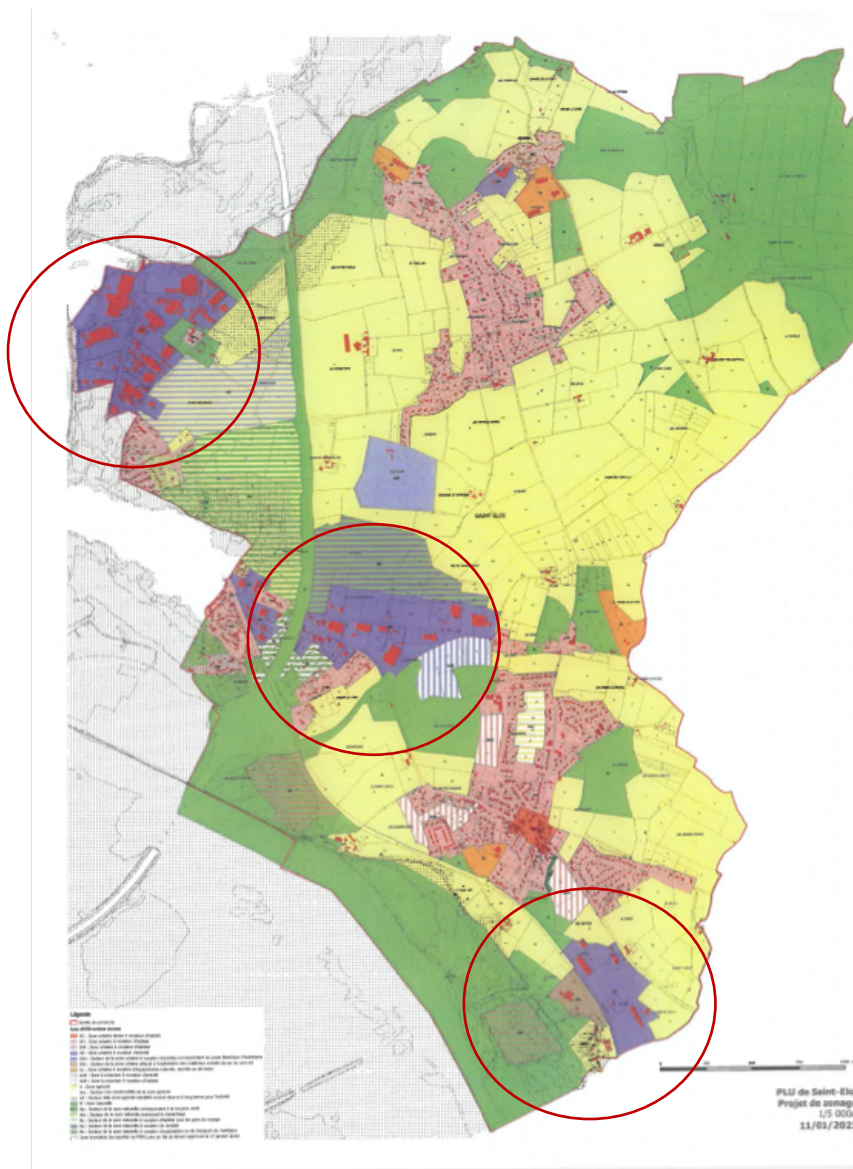
Le versement mobilité appliqué par la communauté d'agglomération sur le territoire communautaire à hauteur de 0,8% (tout employeur qui emploie au moins 11 salariés dans le ressort d'une zone de versement mobilité est assujéti à la contribution versement mobilité sur cette zone) **s'appliquera aux entreprises d'au moins 11 salariés sur le territoire de SAINT ELOI** (l'assiette du versement de mobilité est constituée des revenus d'activité tels qu'ils sont pris en compte pour la détermination de l'assiette des cotisations d'assurance maladie mises à la charge des employeurs et géré par l'URSSAF) **avec une possibilité de convergence** (libre ... autrement dit n'étant pas forcément linéaire) **du taux de versement mobilité dans le temps et ce jusqu'à une durée maximale de 12 ans** (l'article L. 2333-67 du CGCT permet, dans ce cadre, sur délibération du conseil communautaire de la CA de NEVERS, d'appliquer par exemple un taux de 0% sur les premières années de convergence tant que le service n'est pas présent sur le territoire de la commune – cf. infra).

⇒ **Compétence Développement Economique :**

A noter enfin, que la commune de SAINT-ELOI dispose sur son territoire de trois zones d'activité économiques (dont la ZI Nevers - Saint Eloi située à l'est de Nevers, à 2 km de l'autoroute A77) restées communales malgré l'obligation légale prévue par la loi Notre visant à supprimer la notion d'intérêt communautaire en matière de ZAE et développement économique.

Ces trois zones, qui auraient due - en droit - être transférées à la commune de SAINT-ÉLOI sur les dites zones de sorte à permettre à la CC compétente de viabiliser et/ou commercialiser les terrains disponibles (et donc de vendre ces derniers à des entreprises acheteuses) :

- **N'impliquent, en cas de retrait de la commune de la CCLA, aucune restitution ni de compétence ni de parcelles entre la CC et la commune de SAINT-ELOI** eu égard au fait que le transfert à la communauté n'a jamais, en pratique, été effectué ;
- **Nécessitera, en cas d'adhésion de la commune de SAINT-ELOI à la communauté d'agglomération de NEVERS, un transfert des zones d'activité sises sur le territoire de la commune de SAINT-ELOI** (soit parce que les ZAE disposent de parcelles encore commercialisables, soit parce que les ZAE peuvent faire l'objet d'extensions à venir) avec :
 - o **Évaluation par la CLECT de la CA de NEVERS des charges d'entretien et fonctionnement des zones** (voirie, éclairage public, réseaux, espaces verts, ...) afférentes aux zones, charges ensuite défalquées – selon le droit commun – de l'attribution de compensation de la commune ;
 - o **Transfert de propriété (avec prix de cession) des parcelles communales présentes sur la zone, à la CA de NEVERS.**



3 Zones d'activités :

ZONE 1 :

- ZI Nevers Saint ELOI env. 50 entreprises pour 350 salariés +/-
- En continuité directe avec Nevers
- Liste non exhaustive par taille (EUROSIT/COMAP/ASTRADEC /FRANBONHOMME/YESS ELECTRIQUE, GAMM VERT...)

ZONE 2 :

- Sise sortie de Saint Eloi sur la départementale direction Imphy Rue Harlot (zone en cours de classement)
- 7 entreprises pour environ 180 salariés
- Liste non exhaustive par taille (BBF, CFBL, EQIOM, GDS, TRANSPORTS ROLLIN, PALETTES 58, ...)

ZONE 3 :

- Le long de la route départementale vers entrée de Nevers, du centre Leclerc au passage à niveau Nevers
- 30 entreprises pour 170 salariés
- Liste non exhaustive par taille (LECLERC, NIEVRE CONCEPT, COMPTOIR DES FERS, DORAS, BLANCOLOR, LUTSEN, POINT P, MQS,.....)

5. L'impact du retrait de Saint-Éloi en termes de contrats et de personnels

Outre la répartition de l'actif et du passif, le retrait d'une commune de son EPCI de rattachement, nécessite de s'interroger sur la continuité des contrats en cours et sur le transfert ou non des personnels.

S'agissant tout d'abord des contrats en cours, il est prévu par le « guide l'intercommunalité » rédigé par la DGCL, que « *les contrats sont exécutés dans les conditions antérieures jusqu'à leur échéance, sauf accord contraire des parties. La substitution de personne morale aux contrats conclus par les EPCI n'entraîne aucun droit à résiliation ou à indemnisation pour le co-contractant ; L'EPCI qui restitue la compétence informe les cocontractants de cette substitution* ».

En l'espèce, aucun contrat encours, signé par la CCLA, ne sera transféré à la commune de SAINT-ELOI du fait de son retrait de la communauté.

S'agissant ensuite des personnels, les articles L. 5211-19 et L. 5211-25-1 du CGCT ne prévoient rien concernant le sort des personnels lors du retrait d'une commune d'un EPCI.

Toutefois, selon le guide de l'intercommunalité rédigé par la DGCL, il faut souligner **qu'il n'y a pas de retour des personnels communaux qui exercent en totalité dans un service transféré à l'EPCI en application de l'article L. 5211-4-1 I, cet article posant le principe de leur transfert automatique à l'EPCI sans clause de retour en cas de retrait** (sauf mutation de droit commun).

Pour ceux qui exercent pour une partie de leur temps dans un service transféré à l'EPCI, ce même article renvoie à une convention commune/EPCI le soin de régler leur sort. En cas de retrait de la commune, la convention ne s'applique plus sauf mention de ce cas de figure en son sein auquel cas elle est susceptible de prévoir un mode négocié de "sortie" de ces personnels.

S'agissant des personnels exerçant dans le cadre d'une mise à disposition de service de la commune à l'EPCI (L. 5211-4-1 II), il n'est pas non plus prévu de disposition en cas de retrait (que ce soit dans cet article ou dans ceux dédiés au retrait). La convention de mise à disposition ne trouve plus à s'appliquer non plus, faute de fondement légal, dans la mesure où cette faculté est réservée aux communes membres d'un EPCI.

Autrement dit, en l'espèce, aucun personnel intercommunal de la CCLA ne devrait être transféré de plein droit à la commune de SAINT-ELOI.

6. L'impact du retrait de Saint-Éloi en termes fiscal

Le retrait d'une commune de son EPCI de rattachement a, au-delà des compétences et de la répartition éventuelle du patrimoine communautaire, des contrats en cours et des questions de personnel, un impact fiscal évident.

A. L'impact du retrait / adhésion sur les contribuables

En la matière, l'article 1638 quater du Code général des Impôts s'applique. Sur la base de cet article du CGI :

- Le taux intercommunal de CFE appliqué par la CC LOIRE ET ALLIER sur la commune de SAINT-ELOI (le cas échéant le taux de lissage en cours en cas de procédure d'intégration progressive des taux) sera rapproché du taux de CFE de la CA de NEVERS au terme d'une procédure de lissage :

I. – En cas de rattachement volontaire d'une commune à un établissement public de coopération intercommunale soumis à l'article 1609 nonies C ou à la suite d'une transformation dans les conditions prévues à l'article L. 5211-41-1 du code général des collectivités territoriales, le taux de la cotisation foncière des entreprises de la commune rattachée est rapproché du taux de cotisation foncière des entreprises de l'établissement public dans les conditions suivantes :

a) L'écart constaté, l'année au cours de laquelle le rattachement est décidé, entre ces deux taux est réduit chaque année par parts égales, jusqu'à application d'un taux unique, dans les proportions définies au second alinéa du b du 1° du III de l'article 1609 nonies C et dépendant du rapport entre le moins élevé de ces deux taux et le plus élevé.

Le c du 1° du III de l'article 1609 nonies C est applicable ;

- Par exception, la CA de NEVERS pourra, sur délibération du conseil communautaire statuant à la majorité simple, voter un taux de CFE correspondant au TMP (taux moyen pondéré) de CFE calculé sur le nouveau périmètre de la Communauté d'Agglomération y compris avec les bases et produits des communes rattachées (à noter que cette possibilité est rarement retenue par les EPCI intégrant de nouvelles communes) :

Il bis. – 1. Toutefois, par exception aux dispositions du I et pour l'année suivant celle du rattachement de la commune, l'établissement public de coopération intercommunale peut, sur délibération du conseil communautaire statuant à la majorité simple de ses membres dans les conditions prévues par l'article 1639 A, voter son taux de cotisation foncière des entreprises dans la limite du taux moyen de la cotisation foncière des entreprises de l'établissement public de coopération intercommunale et de la commune rattachée constaté l'année précédente, pondéré par l'importance relative des bases imposées au profit de l'établissement public de coopération intercommunale et de la commune.

- Les taux de TH (Taxe d'Habitation Résidences Secondaires), TFPB (Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties), et TFPNB (Taxe Foncière sur les propriétés Non Bâties) de la CA s'appliqueront dès la première année sur le territoire de la commune rattachée. Pour autant, l'application de ces taux pourra être précédée d'une phase d'intégration progressive repartant des taux intercommunaux actuellement appliqués sur la commune de SAINT-ÉLOI. **Cette procédure de lissage possible ne sera cependant pas de droit mais dépendra de délibérations concordantes** de l'organe délibérant de la CA et du conseil municipal de la commune concernée (la commune en formulera la demande par délibération, laquelle n'aura une portée juridique que si l'assemblée délibérante de l'agglomération donne son accord en prenant une délibération concordante) :

*IV bis. – Dans les cas prévus aux I et IV, par délibérations concordantes de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale et du conseil municipal de la commune concernée, **les taux de taxe d'habitation sur les résidences secondaires et autres locaux meublés non affectés à l'habitation principale, de taxe foncière sur les propriétés bâties, de taxe foncière sur les propriétés non bâties et, le cas échéant, de cotisation foncière des entreprises votés par l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale peuvent être appliqués de manière progressive, par fractions égales, sur une période maximale de douze années.***

Lorsque, l'année du rattachement, la commune était membre d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre, la procédure d'intégration fiscale progressive prévue au premier alinéa du présent IV bis ne concerne que la différence entre le taux qui aurait été appliqué sur le territoire de la commune l'année du

rattachement s'il avait déjà pris fiscalement effet et le ce même territoire la même année.

- A noter, s'agissant du taux de Taxe d'Habitation sur les Résidences Secondaires (THRS) la disposition prévue au VII de l'article 1638 quater du CGI. Selon cette disposition :

VII. – En cas de rattachement dans les conditions mentionnées au I à un EPCI qui faisait application en 2011 de l'article 1609 nonies C d'une commune qui n'était pas membre en 2011 d'un tel établissement, le taux communal de taxe d'habitation sur les résidences secondaires et autres locaux meublés non affectés à l'habitation principale est réduit de la différence entre, d'une part, le taux de référence de taxe d'habitation calculé pour la commune conformément à l'article 1640 C, d'autre part, le taux communal de taxe d'habitation applicable en 2010 dans la commune. Ces dispositions sont applicables en cas de rattachement à un EPCI issu d'une ou plusieurs fusions d'EPCI dont l'un au moins faisait application en 2011 de l'article 1609 nonies C. Ces dispositions sont également applicables en cas de rattachement à un EPCI issu d'une ou plusieurs fusions d'établissements publics de coopération intercommunale, dont l'un au moins faisait application en 2011 de l'article 1609 nonies C, de communes nouvelles dont les anciennes communes n'étaient pas membres en 2011 d'un EPCI faisant application du même article 1609 nonies C.

Cette **procédure dite de « débasage » du taux de TH** s'explique par le fait qu'il s'agit, pour le contribuable TH, de **ne pas prendre en compte deux fois le taux départemental de TH au niveau du bloc local (commune + EPCI), une fois dans la commune et une fois dans l'EPCI.**

En effet, lors de la suppression de la taxe professionnelle en 2010, la perte de produit fiscal générée par cette dernière, a été compensée en partie, par le transfert du taux de TH du département au bloc local, si bien que :

- Qu'un **EPCI alors en Taxe Professionnelle Unique (TPU)**, percevant seul la TP de son territoire, a « hérité » de la totalité du taux départemental de TH en compensation de la perte de produit de taxe professionnelle ;
- Qu'un **EPCI alors en « Fiscalité Additionnelle » (FA)**, partageant donc la TP avec ses communes membres, a hérité uniquement d'une partie du taux de TH départemental, l'autre partie ayant bénéficié à ses communes membres, et ce chacun respectivement pour leur part de TP perdue.

Ceci étant rappelé, les situations institutionnelles et fiscales étaient en 2010 les suivantes :

- ☐ **La Communauté de NEVERS, était en 2011 une communauté d'agglomération à TPU** (régime fiscal devenu FPU justement suite à la suppression de la taxe professionnelle). Elle a donc vu le taux de TH du Département de la Nièvre intégrer son propre taux de TH intercommunal (sou réserve d'une partie des frais de gestion) ;
- ☐ **La Communauté de communes LOIRE et ALLIER, était en 2011 une communauté de communes à FA, cette dernière n'étant passée en FPU qu'en 2012.** La CC LOIRE et ALLIER n'a donc vu en 2011, au lendemain de la suppression de la taxe professionnelle de 2010, qu'une partie du taux de TH du département de la Nièvre intégrer son propre taux de TH intercommunal, le reste du taux départemental ayant intégré les taux de TH des communes membres dont la commune de SAINT-ELOI. Ne pas appliquer la procédure du débasage de taux de TH sur le taux de SAINT-ELOI reviendrait, après que la commune de SAINT-ELOI ait intégré la CA de NEVERS, à appliquer (en partie) deux fois l'ancien taux départemental de TH sur le contribuable.

Partant de là (ce point ayant fait l'objet d'une question posée aux services de la DDFIP), **le débasage de taux de TH appliqué, donnerait les résultats suivants :**

SAINT ELOI	2010	2011	
Taux Communal	7,89%	19,43%	10,90%
Taux Intercommunal	1,43%	2,80%	1,28%
Taux Départemental	12,18%	0,00%	

**frais de gestion
(hors évol. de taux)**

Sur cette base, et en partant du principe que la procédure de débasage de taux de TH est applicable au présent dossier, **les variations de taux** qui pourront être constatées sur le contribuable, et incidemment les **différences de produit fiscal** qui seront générées, d'une part, pour la CC LOIRE et ALLIER dont la commune de SAINT-ELOI pourrait se retirer, et, d'autre part, pour la CA de NEVERS que la commune de SAINT-ELOI pourrait rejoindre, **sont les suivants** :

ANNEE 2022 (Etats 1288 M de 2022)		SAINT-ELOI	FPU CC LOIRE ALLIER	FPU CA NEVERS
TAXE D'HABITATION RESIDENCES SECONDAIRES	THRS	19,99%	3,03%	13,18%
Bases Taxables sur la Commune objet du retrait		81 653 €	81 653 €	81 653 €
Produits sur la Commune objet du retrait		16 322 €	2 474 €	10 762 €

NB. : Si le contribuable disposant d'une résidence secondaire (la TH sur les résidences principales étant définitivement supprimée depuis 2021) se voit appliquer en 2022 (et 2023) un taux consolidé de THRS de **23,02%** (19,99% + 3,03%), ce même contribuable se verra appliqué en 2024 un taux consolidé de THRS très proche à hauteur de **22,27%** (taux débasé de (19,99% - 10,90%) + 13,18%).

ANNEE 2022 (Etats 1288 M de 2022)		SAINT-ELOI	FPU CC LOIRE ALLIER	FPU CA NEVERS
TAXE D'HABITATION LOGEMENTS VACANTS	THLV			
Bases Taxables sur la Commune objet du retrait				
Produits sur la Commune objet du retrait				
TAXE FONCIERE SUR LES PROPRIETES BÂTIES	TFPB	36,00%	2,43%	2,50%
Bases Taxables sur la Commune objet du retrait		2 786 082 €	2 717 661 €	2 717 661 €
Lissage -		6 780 €	16 €	
Produits sur la Commune objet du retrait		996 210 €	66 055 €	67 942 €
Coefficient Correcteur -		162 049 €		
Produit perçu après coefficient correcteur		834 161 €		
TAXE FONCIERE SUR LES PROPRIETES NON BÂTIES	TFPNB	34,32%	6,01%	2,61%
Bases Taxables sur la Commune objet du retrait		61 657 €	61 657 €	61 657 €
Produits sur la Commune objet du retrait		21 161 €	3 706 €	1 609 €
COTISATION FONCIERE DES ENTREPRISES	CFE		26,50%	27,65%
Bases Taxables sur la Commune objet du retrait			1 025 708 €	1 025 708 €
Lissage			680	
Produits sur la Commune objet du retrait			272 493 €	283 608 €
TAXE GEMAPI	THRS			
	Bases Taxables			
	Produit			
	TFPB			
	Bases Taxables			
	Produit			
	TFPNB			
	Bases Taxables			
	Produit			
	CFE			
	Bases Taxables			
	Produit			

ANNEE 2022 (Etats 1288 M de 2022)	SAINT-ELOI	CC LOIRE AL
TAXE ENLEVEMENT DES ORDURES MENAGERES		TEOM
Bases Taxables sur la Commune objet du retrait		
Produits sur la Commune objet du retrait		
Fréquence 1 - Ecarts (autres)	Fréquence 2 - Bourgs	
7,40%	9,40%	6,50%
- €	2 386 845 €	2 386 845 €
- €	224 363 €	155 145 €

Contribuable TFPB + TEOM :

COMMUNE DE SAINT-ELOI => Retrait de la CCLA et Adhésion à la CA de NEVERS					
TAXE FONCIERE PROPRIETES BATIES + TEOM	A bases taxables constantes	Commune	Intercommunalité	TEOM	Taxe GEMAPI
	Taux 2023 (Com. + CCLA)	36,00%	2,43%	9,40%	0,000%
	Taux 2024 (Com. + CA Nevers)	36,00%	2,50%	6,50%	0,000%
	Bases Taxable 2023	2 000 €	2 000 €	2 000 €	2 000 €
	Bases Taxable 2024 (bases constantes)	2 000 €	2 000 €	2 000 €	2 000 €
	Cotisation 2023 (Com. + CCLA)	720 €	49 €	188 €	- €
	Cotisation 2024 (Com. + CA Nevers)	720 €	50 €	130 €	- €
	Evol. 2024/2023	0,00%	2,88%	-30,85%	#DIV/0!
	Part Incitative - TEOMI			- €	
	TEOM TOTALE			130 €	
IMPÔT HORS FRAIS DE GESTION		2023	2024		
MONTANT TOTAL TFPB (dont GEMAPI)		769 €	770 €		
MONTANT TOTAL TEOM		188 €	130 €		
TFPB + TEOM		957 €	900 €		

EVOL. 2024/2023
- 57 €
-5,9%

NB. Comme précisé précédemment, dans l'hypothèse où le coût du service serait supérieur, pour la CA de NEVERS, à la recette générée par le taux de TEOM de 6,50% appliqué aux bases de la commune, la CLECT de la CA de NEVERS pourrait être amenée en 2024 à défalquer le manque de recettes TEOM sur l'attribution de compensation de la commune.

Contribuable THRS (En cas de mécanisme de débasage de taux de THRS – cf. supra) :

COMMUNE DE SAINT-ELOI => Retrait de la CCLA et Adhésion à la CA de NEVERS					
TAXE D'HABITATION SUR LES RESIDENCES SECONDAIRES	A bases taxables constantes	Commune	Intercommunalité		Taxe GEMAPI
	Taux 2023 (Com. + CCLA)	19,99%	3,03%		0,000%
	Taux 2024 (Com. Débasé + CA Nevers)	9,09%	13,18%		0,000%
	Bases Taxable 2023	4 000 €	4 000 €		4 000 €
	Bases Taxable 2024 (bases constantes)	4 000 €	4 000 €		4 000 €
	Cotisation 2023 (Com. + CCLA)	800 €	121 €		- €
	Cotisation 2024 (Com. + CA Nevers)	364 €	527 €		- €
	Evol. 2024/2023	-54,53%	334,98%		#DIV/0!
	IMPÔT HORS FRAIS DE GESTION	2023	2024		
	MONTANT TOTAL THRS (dont GEMAPI)	921 €	891 €		

EVOL. 2024/2023
- 30 €
-3,3%

Contribuable TFPNB :

COMMUNE DE SAINT-ELOI => Retrait de la CCLA et Adhésion à la CA de NEVERS					
TAXE FONCIERE PROPRIETES NON BATES	A bases taxables constantes	Commune	Intercommunalité		Taxe GEMAPI
	Taux 2023 (Com. + CCLA)	34,32%	6,01%		0,000%
	Taux 2024 (Com. + CA Nevers)	34,32%	2,61%		0,000%
	Bases Taxable 2023	1 000 €	1 000 €		- €
	Bases Taxable 2024 (bases constantes)	1 000 €	1 000 €		- €
	Cotisation 2023 (Com. + CCLA)	343 €	60 €		- €
	Cotisation 2024 (Com. + CA Nevers)	343 €	26 €		- €
	Evol. 2024/2023	0,00%	-56,57%		#DIV/0!
	IMPÔT HORS FRAIS DE GESTION		2023	2024	EVOL. 2024/2023
	MONTANT TOTAL TFPNB (dont GEMAPI)		403 €	369 €	- 34 € -8,4%

Contribuable CFE :

COMMUNE DE SAINT-ELOI => Retrait de la CCLA et Adhésion à la CA de NEVERS					
COTISATION FONCIERE DES ENTREPRISES	A bases taxables constantes	Commune	Intercommunalité		Taxe GEMAPI
	Taux 2023 (Com. + CCLA)	0,00%	26,50%		0,000%
	Taux 2024 (Com. + CA Nevers)	0,00%	27,65%		0,000%
	Bases Taxable 2023	10 000 €	10 000 €		10 000 €
	Bases Taxable 2024 (bases constantes)	10 000 €	10 000 €		10 000 €
	Cotisation 2023 (Com. + CCLA)	- €	2 650 €		- €
	Cotisation 2024 (Com. + CA Nevers)	- €	2 765 €		- €
	Evol. 2024/2023	#DIV/0!	4,34%		#DIV/0!
	IMPÔT HORS FRAIS DE GESTION		2023	2024	EVOL. 2024/2023
	MONTANT TOTAL CFE (dont GEMAPI)		2 650 €	2 765 €	115 € 4,3%

In fine, en tenant compte des différences fiscales relevées, il peut être retiré de la présente analyse :

- Une **baisse mesurée sur la fiscalité THRS** (en cas d'application par les services fiscaux du mécanisme de débasage de taux), **TFPB, TFPNB et TEOM** ;
- Une **hausse là aussi mesurée sur la CFE** (s'agissant du taux).

Concernant la Cotisation Foncière des Entreprises (CFE), il convient également de noter les augmentations suivantes de CFE (par augmentation des bases minimum) afférentes à l'application des **bases minimum** :

Tranche de Chiffre d'Affaires N-2	CFE minimum 2023 (base légale)	Bases minimum CFE - CC LOIRE et ALLIER (délib. 22-09-2014) <i>Source Registre des délib. FDL</i>	Bases minimum CFE - CA de NEVERS (délib. 21-12-2012) <i>Source Registre des délib. FDL</i>	Ecart
Entre 5 001 € et 10 000 €	Entre 237 € et 565 €	560 €	565 €	+1%
Entre 10 001 € et 32 600 €	Entre 237 € et 1 130 €	1 096 €	1 463 € *	+33,5% *
Entre 32 601 € et 100 000 €	Entre 237 € et 2 374 €	1 096 €	1 463 €	+33,5%
Entre 100 001 € et 250 000 €	Entre 237 € et 3 957 €	1 313 €	1 463 €	+11%
Entre 250 001 € et 500 000 €	Entre 237 € et 5 652 €	1 402 €	1 463 €	+4%
À partir de 500 001 €	Entre 237 € et 7 349 €	1 402 €	1 463 €	+4%

*A noter que le montant de base minimum de la CA de Nevers dépasse le plafond légal sur cette tranche de CA

Le retrait de la commune de SAINT-ELOI de la CC LOIRE et ALLIER de NEVERS risque d'entraîner, du point de vue des bases minimum de CFE, une augmentation fiscale notamment pour les entreprises présentant des chiffres d'affaires peu importants. Face à ce risque d'augmentation fiscale par les bases taxables, l'article 1647 D I-3 du Code général des Impôts prévoit que lorsque, à la suite d'une création, d'une fusion, d'un changement de régime fiscal ou d'un **rattachement de commune**, un EPCI délibère afin de fixer la base minimum de CFE applicable à une catégorie de redevables, **il peut, sous certaines conditions, décider d'accompagner l'institution de cette base minimum d'un dispositif de convergence.**

En application de l'article 1639 A bis du CGI, **la délibération doit intervenir au plus tard le 1er octobre d'une année pour être applicable l'année suivante.**

Le dispositif de convergence n'est pas applicable lorsque le rapport entre la base minimum la plus faible applicable sur le territoire de l'EPCI ou de la commune nouvelle et celle qu'il ou elle a fixée **est supérieur à 80 %** (CGI, art. 1647 D, I-3). Ce rapport s'apprécie séparément pour chacune des tranches de chiffre d'affaires ou de recettes. En cas de rattachement d'une commune à un EPCI à FPU ou FPZ, **ce rapport s'apprécie entre la base minimum applicable sur le territoire de la commune et la base fixée par l'EPCI auquel elle se rattache.**

Les premières tranches de chiffre d'affaires semblent répondre à cette condition (éléments à vérifier au vu du dernier registre des délibérations SFD avec les montants actualisés de bases minimum de CFE pour la CCLA).

Le dispositif de convergence s'applique à compter de l'année suivant celle où cette opération produit pour la première fois ses effets au plan fiscal. Par exception, il est admis que le dispositif de convergence puisse s'appliquer dès l'année où cette opération produit ses effets au plan fiscal lorsque la commune se rattachant à un EPCI à FPU ou FPZ a délibéré en ce sens avant le 1er octobre de l'année du rattachement (au sens du IV de l'article 1639 A ter du CGI, l'année de rattachement s'entend de l'année précédant celle où le rattachement prend finalement effet).

B. L'impact du retrait / adhésion sur les ressources fiscales communales et intercommunales

Outre les contribuables, il convient de préciser, que la procédure de retrait-adhésion conduit également à un transfert à la Communauté d'Agglomération de la fiscalité perçue jusqu'en 2023 par la CC LOIRE et ALLIER sur la commune de SAINT-ELOI et adaptée aux taux pratiqués par la CA de NEVERS (or processus de lissage de taux éventuel).

Ainsi, la fiscalité professionnelle perçue aujourd'hui par la CC LOIRE et ALLIER aura vocation, en cas de retrait de la commune de ladite CC et en cas d'adhésion de cette même commune à la CAN, à être perçue (en fonction des taux de l'agglomération) à compter de 2024 par la seule CA de NEVERS.

Sont ici concernés les éléments de fiscalité suivants (État fiscal 1288 de 2022 de SAINT-ELOI) :

- ☐ **Fiscalité « Héritée » par la CAN sur le territoire de SAINT-ELOI**

	BASES TAXABLES	TAUX A TERME CAN	
THRS	81 653 €	13,18%	10 762 €
TFPB	2 717 661 €	2,50%	67 942 €
TFPNB	61 657 €	2,61%	1 609 €
TATFPNB			6 225 €
CFE	1 025 708 €	27,65%	283 608 €
DCRTP			- €
FNGIR			- 2 774 €
CVAE / FRACTION TVA (1)			199 462 €
IFER (2)			526 350 €
TEOM	2 386 845 €	6,50%	155 145 €
TASCOM			52 828 €
TOTAL			1 301 157 €

(1) NB. Moyenne des montants 2020-2021-2022 de CVAE (montant 2023 sur la commune non disponible)

(2) NB. Au sein des 526 350 € d'IFER l'on compte 519 504 € d'IFER de « Transformateurs »

Parallèlement, la CA de NEVERS devra verser à la commune de SAINT-ELOI le montant d'attribution de compensation N-1 (**Montant de l'AC de la commune depuis 2013 : 1 187 553 €**) auquel s'ajoutera la compensation du débasage de taux de TH (cf. supra) soit 8 904 € estimés. Ces montants seront corrigés des éventuels transferts de charges et de compétences à la CAN.

A noter que la loi de finances pour 2023 a entériné la suppression de la CVAE (cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises) perçues jusqu'en 2022 par la CC LOIRE et ALLIER. **Depuis 2023, cette cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises fait donc l'objet d'une compensation via une fraction de TVA versée par l'Etat.**

En ce sens, l'article 55 de la loi de finances pour 2023 prévoit dans son paragraphe 5 du C du XXIV qu'« 5. En cas de retrait d'une commune membre d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre, la part de la fraction de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre lui revenant est calculée selon les conditions prévues au b du 4 du présent C et la fraction de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre concerné est diminuée de cette part ». Il découle de ce texte que la CA de NEVERS percevra au titre de SAINT-ELOI, en cas d'adhésion de cette dernière, deux parts de fraction de TVA :

- **Une part fixe** (le socle) égale, d'une part, de la moyenne du produit de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises perçue en 2020, 2021 et 2022 et qui aurait été perçue en 2023 par la CCLA sur la commune de SAINT-ELOI, et d'autre part, à la moyenne du montant des compensations d'exonérations de cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises perçue en 2020, 2021 et 2022 et qui aurait été perçue en 2023.
- **Et une part variable**, le fonds national d'attractivité économique des territoires (FNAET) qui évoluera en fonction de la croissance de la TVA au niveau national.

Les montants de CVAE perçus (due ou dégrevée) sur le territoire de SAINT-ELOI sont les suivants :

CVAE Perçue sur ST-ELOI par la CCLA	2020	2021	2022
CVAE DUE	161 351 €	151 278 €	154 619 €
CVAE DEGREVEE	43 133 €	44 592 €	43 413 €

Sans connaître à ce stade le montant 2023, **la moyenne de la part fixe de fraction de TVA venant en compensation de la CVAE supprimée, pourrait donc être de 199 462 €**, dont 155 750 € de CVAE due, et 44 592 € de CVAE Dégrevée.

Fiscalité « Perdue » par la CCLA sur le territoire de SAINT-ÉLOI

	BASES TAXABLES	TAUX CCLA	PRODUIT CORRESPONDANT
THRS	81 653 €	3,03%	2 474 €
TFPB	2 717 661 €	2,43%	66 039 €
TFPNB	61 657 €	6,01%	3 706 €
TATFPNB			6 225 €
CFE	1 025 708 €	26,50%	271 813 €
DCRTP			- €
FNGIR			- 2 774 €
CVAE / FRACTION TVA			198 032 €
IFER			526 350 €
TEOM	2 386 845 €	9,20%	219 590 €
TASCOM			52 828 €
TOTAL			1 344 282 €

Parallèlement, la CC LOIRE et ALLIER n'aura plus à verser d'attribution de compensation à la commune de SAINT-ÉLOI (**Montant de l'AC de la commune depuis 2013 : 1 187 553 €** - Sources : Délibération 2013/04/09 du 11 avril 2013 de la CCLA portant sur le montant des « Allocations compensatrices » ; Délibération 2021-12-054 du 09 décembre 2021 portant sur le « Rapport Quinquennal sur les allocations compensatrices »).

- **Fiscalité de la commune de SAINT-ÉLOI avant / après retrait - adhésion** (seul le débasage de taux de TH a ici un impact avec une neutralisation par l'Attribution de Compensation de la commune)

		AVANT		APRES	
	BASES TAXABLES	TAUX ST ELOI	PRODUIT CORRESPONDANT	TAUX ST ELOI	PRODUIT CORRESPONDANT
THRS	81 653 €	19,99%	16 322 €	9,09%	7 419 €
Compensation Débasage de Taux TH via l'AC					8 904 €
TFPB	2 786 082 €	36,00%	1 002 990 €	36,00%	1 002 990 €
Lissage		-	6 780 €	Lissage	- 6 780 €
Coefficient Correcteur (Coco réforme TH)		-	162 049 €	Coco	- 162 049 €
TFPNB	61 657 €	34,32%	21 161 €	34,32%	21 161 €
TOTAL			871 644 €	TOTAL	871 644 €

Outre la fiscalité directe locale, il convient de noter que trois autres taxes pourraient potentiellement être impactées en cas de rattachement de la commune de SAINT-ÉLOI à cette la Communauté d'Agglomération de NEVERS :

⇒ Taxe d'Aménagement :

En cas de rattachement de la commune de SAINT-ÉLOI à la Communauté d'Agglomération de NEVERS, la situation vis-à-vis de la taxe d'aménagement n'évoluera pas. En effet, en vertu du IX de l'article 1379-0 bis du Code Général des Impôts, **peuvent percevoir la taxe d'aménagement** dans les conditions prévues au II de l'article 1635 quater A, **lorsqu'elles sont compétentes en matière de plan local d'urbanisme (PLU)** :

- 1° Les communautés d'agglomération ;
- 2° Les communautés de communes.

Pour cela, l'EPCI concerné doit donc disposer d'un PLUI et avoir eu l'accord des communes membres pour percevoir la Taxe d'Aménagement. En l'espèce, l'agglomération de NEVERS et ses communes membres n'ont pas souhaité délibérer pour permettre à la

CAN de percevoir la taxe d'aménagement. Elle est donc communale. En d'autres termes, la commune de SAINT-ÉLOI continuera à percevoir la Taxe d'aménagement après avoir adhéré à la CA de NEVERS.

⇒ Taxe de Séjour :

Conformément au Code du tourisme, la CC LOIRE et ALLIER a instauré une taxe de séjour, payée par toute personne qui séjourne en hébergement marchand sur son territoire. Les tarifs appliqués sur le territoire de la **CC LOIRE ET ALLIER** sont les suivants :

Catégorie d'hébergement	Taxe
Palaces	4,00 €
Hôtels de tourisme 5*, résidences de tourisme 5*, meublés de tourisme 5*	3,00 €
Hôtels de tourisme 4*, résidences de tourisme 4*, meublés de tourisme 4*	1,45 €
Hôtels de tourisme 3*, résidences de tourisme 3*, meublés de tourisme 3*	1,00 €
Hôtels de tourisme 2*, résidences de tourisme 2*, meublés de tourisme 2*, villages de vacances 4 et 5*	0,82 €
Hôtels de tourisme 1*, résidences de tourisme 1*, meublés de tourisme 1*, villages de vacances 1,2 et 3*, chambres d'hôtes, auberges collectives	0,73 €
Terrains de camping et terrains de caravanage classés en 3,4 et 5* et tout autre terrain d'hébergement de plein air de caractéristiques équivalentes, emplacements dans des aires de camping-cars et des parcs de stationnement touristiques par tranche de 24 heures	0,45 €
Terrains de camping et terrains de caravanage classés en 1 et 2* et tout autre terrain d'hébergement de plein air de caractéristiques équivalentes, ports de plaisance	0,20 €
Hébergements en attente de classement ou sans classement, à l'exception des autres catégories d'hébergements mentionnées ci-dessus (tarif proportionnel au coût de la nuitée)	5,00%

Ces tarifs appliqués sur la CC LOIRE ET ALLIER, sont inférieurs aux tarifs pratiqués sur le territoire de **Communauté d'Agglomération de NEVERS** lesquels sont les suivants :

Catégorie d'hébergement	Taxe
Palaces	4,70 €
Hôtels de tourisme 5*, résidences de tourisme 5*, meublés de tourisme 5*	3,30 €
Hôtels de tourisme 4*, résidences de tourisme 4*, meublés de tourisme 4*	2,40 €
Hôtels de tourisme 3*, résidences de tourisme 3*, meublés de tourisme 3*	1,55 €
Hôtels de tourisme 2*, résidences de tourisme 2*, meublés de tourisme 2*, villages de vacances 4 et 5*	0,95 €
Hôtels de tourisme 1*, résidences de tourisme 1*, meublés de tourisme 1*, villages de vacances 1,2 et 3*, chambres d'hôtes, auberges collectives	0,85 €
Terrains de camping et terrains de caravanage classés en 3,4 et 5* et tout autre terrain d'hébergement de plein air de caractéristiques équivalentes, emplacements dans des aires de camping-cars et des parcs de stationnement touristiques par tranche de 24 heures	0,65 €
Terrains de camping et terrains de caravanage classés en 1 et 2* et tout autre terrain d'hébergement de plein air de caractéristiques équivalentes, ports de plaisance	0,22 €
Hébergements en attente de classement ou sans classement, à l'exception des autres catégories d'hébergements mentionnées ci-dessus (tarif proportionnel au coût de la nuitée)	5,00%

A ces tarifs, s'ajoute la part additionnelle de 10% du Département de la Nièvre.

⇒ Versement Transport

En cas d'adhésion à la **Communauté d'Agglomération de NEVERS**, le **versement mobilité** (qui a succédé au versement transport) **qui sera alors appliqué à la commune de SAINT-ÉLOI sera de 0,8%**. Pour autant, l'article L. 2333-67 du CGCT prévoit la **possibilité pour les communes nouvellement adhérentes de se voir appliquer un taux réduit pendant une période de 12 ans maximum**. Ainsi, l'article susvisé prévoit-il :

En cas d'extension du périmètre d'un établissement public de coopération intercommunale doté de fiscalité propre ou d'un syndicat mixte auquel a adhéré un établissement public de coopération intercommunale doté de fiscalité propre, le taux de versement destiné au financement des services de mobilité applicable sur le

territoire des communes incluses peut être réduit ou l'organe délibérant de l'établissement public ou du syndicat mixte, pour une durée maximale de douze ans à compter de cette inclusion, par rapport au taux applicable sur le territoire des autres communes, lorsque le versement destiné au financement des mobilités n'était pas institué sur le territoire de communes nouvellement incluses ou l'était à un taux inférieur. Le taux adopté pour ces communes et établissements publics de coopération intercommunale ne peut être inférieur au taux qui leur était applicable l'année précédant la modification de périmètre. Ces dispositions sont applicables lors de la fusion d'établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre.

Cette possibilité de convergence vers le taux de versement mobilité de la CA de NEVERS **reste néanmoins une faculté laissée à la discrétion de l'Agglomération** qui pourrait faire le choix d'appliquer dès la première année un taux de VM uniforme sur le territoire y compris sur le territoire de la commune rattachée.

7. L'impact du retrait de Saint-Éloi en termes financiers, de péréquation et de solidarité financière

Si les impacts fiscaux et patrimoniaux, au-delà même des changements de compétences intercommunales, sont d'une importance cruciale en cas recours à la procédure de « retrait-adhésion », l'impact sur les flux financiers entre EPCI de rattachement et commune membre le sont tout autant avec un impact direct sur l'équilibre budgétaire de la commune concernée.

En effet, alors que la modification des taux intercommunaux en cas de changement d'EPCI de rattachement touche directement – d'abord et avant tout – les contribuables expliquant ainsi l'importance qu'il y a d'appréhender avec justesse l'impact d'un changement de structure intercommunale, **l'impact sur les flux financiers de reversement entre EPCI et commune touche lui l'équilibre budgétaire même de la commune objet du processus de « retrait-adhésion »**. En cela, différents flux peuvent être concernés :

- **Les reversements obligatoires** : Attribution de compensation
- **Les reversements facultatifs** : Dotation de Solidarité Communautaire, Fonds de concours, Fonds de Solidarité
- **Le FPIC** (Fonds de Péréquation des Ressources Intercommunales et Communes)

☐ **Attribution de Compensation**

En cas de rattachement d'une commune membre d'une EPCI à FPU (ici la CC LOIRE ET ALLIER) à un autre EPCI à FPU (ici CA DE NEVERS), et selon les termes mêmes du « Guide des AC » de la DGCL de 2022, **le montant de l'attribution de compensation d'une commune membre d'un EPCI à FPU en N-1 qui adhère à un EPCI à FPU ou qui se rattache à un EPCI à FPU issu d'une modification de périmètre en N, pour les mêmes compétences exercées et à défaut d'accord entre l'EPCI et la commune, est égal au montant d'AC perçu par la commune dans l'EPCI préexistant en N-1** (a. du 2 du 5° du V de l'article 1609 nonies C du CGI). Ce montant d'attribution de compensation est, le cas échéant, **minoré ou majoré du montant des nouvelles charges transférées ou rétrocédées au nouvel EPCI** selon les différences de compétences pouvant exister entre l'ancien et le nouveau EPCI de rattachement. **Ce travail d'évaluation est effectué par la CLECT du nouvel EPCI de rattachement.**

Extrait du Guide des Attributions de compensation établi par la DGCL – Version 2022 – P.45

Tableau 1 - les modalités de fixation de l'AC selon les cas et de fixation libre du montant de l'AC

Statut de la commune en N-1	Membre d'un EPCI à FPU issu de la fusion entre deux EPCI à FPU	Membre d'un EPCI à FPU issu de la fusion entre un EPCI à FPU et un EPCI à FA	Membre d'un EPCI à FPU issu de la fusion entre deux EPCI à FA	Membre d'un EPCI à FA qui se transforme en EPCI à FPU sans modification de périmètre	Rattachée à un EPCI à FPU (modification de périmètre, rattachement, adhésion individuelle)
Membre d'un EPCI à FPU	L'AC est égale à l'AC perçue ou versée en N-1 par la commune, sauf en cas de révision unilatérale décidée par l'EPCI* ou nouveau transfert de charges	L'AC est égale à l'AC perçue ou versée en N-1 par la commune, sauf en cas de révision unilatérale décidée par l'EPCI* ou nouveau transfert de charges			L'AC est égale à l'AC perçue ou versée en N-1 par la commune, sauf en cas de révision unilatérale décidée par l'EPCI***
Membre d'un EPCI à FA		AC = produits de fiscalité – coût des charges transférées**	AC = produits de fiscalité – coût des charges transférées**	AC = produits de fiscalité – coût des charges transférées**	AC = produits de fiscalité – coût des charges transférées**
Commune isolée					AC = produits de fiscalité – coût des charges transférées**

*Ces dispositions figurent au a. du 1. du 5° du V de l'article 1609 nonies C du CGI

** Ces dispositions figurent au 2° du V de l'article 1609 nonies C du CGI

*** Ces dispositions figurent au a. du 2 du 5° du V de l'article 1609 nonies C du CG

Sur la base de ce qui précède, pour tout transfert ou restitution de compétence, la CLECT de la CA de NEVERS aura à se prononcer et établir un rapport « d'évaluation des charges transférées ». L'occasion ici de rappeler l'impact du « retrait-adhésion » sur la composition de la CLECT :

- ⇒ **Concernant la CAN** : En cas de rattachement d'une commune à un EPCI à FPU, la composition de la CLECT est uniquement élargie à cette commune. Une délibération spécifique prise par l'organe délibérant de l'EPCI modifie la composition de la CLECT afin d'y intégrer le nombre de représentants de la commune qui se rattache. Seule la commune entrante est tenue de désigner son ou ses représentants au sein de la CLECT. Les communes déjà membres de l'EPCI ne sont pas tenues de désigner à nouveau le ou leurs représentants au sein de la CLECT.
- ⇒ **Concernant la CC LOIRE ET ALLIER** : En cas de retrait d'une ou plusieurs communes de l'EPCI, ce dernier n'est pas tenu de désigner à nouveau l'intégralité des membres de la CLECT. Il peut toutefois décider de modifier la composition ou la présidence de la CLECT par une délibération spécifique.

Il convient d'ajouter que selon le guide des AC de la DGCL (2022) et qui renvoie au 2 du 5 du V de l'article 1609 nonies C du CGI, l'EPCI d'adhésion peut décider, par délibération prise à la majorité des 2/3, de modifier unilatéralement durant trois ans les montants d'AC de la commune adhérent individuellement, dans la limite d'une variation de 30% maximum, représentant au plus 5% de leurs recettes réelles de fonctionnement :

2. – Lorsque, dans le cadre d'une modification de périmètre, de l'adhésion individuelle d'une commune ou d'une transformation dans les conditions prévues aux articles L. 5211-41-1 et L. 5214-26 du même code, un établissement public de coopération intercommunale est soumis au régime prévu au présent article et qu'il est fait application des dispositions de l'article 1638 quater, l'attribution de compensation versée ou perçue à compter de l'année où les opérations précitées ont produit pour la première fois leurs effets au plan fiscal est égale à :

a) Pour les communes qui étaient antérieurement membres d'un établissement public de coopération intercommunale soumis au présent article : à l'attribution de compensation que versait ou percevait cet établissement public de coopération

intercommunale l'année précédant celle où les opérateurs ont exercé pour la première fois leurs effets au plan fiscal, sous réserve des dispositions de l'ancien dernier alinéa du 2° du présent V. Il peut être dérogé au présent a soit par délibérations concordantes de l'établissement public de coopération intercommunale et des communes intéressées dans les conditions du 1° bis, soit, uniquement les trois premières années d'existence du nouvel établissement public de coopération intercommunale par délibération de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale statuant à la majorité des deux tiers. Dans ce dernier cas, la révision ne peut pas avoir pour effet de minorer ou de majorer l'attribution de compensation de plus de 30 % de son montant, représentant au plus 5 % des recettes réelles de fonctionnement de la commune intéressée l'année précédant la révision.

Enfin, en cas d'application du mécanisme de « débasage de taux de TH » tel que rappelé supra, **l'attribution de compensation de la commune sera majorée à hauteur de la perte de produit de THRS découlant dudit débasage de taux.** Ainsi, le 2° al. 7 du V de l'article 1609 nonies C du CGI prévoit-il :

L'attribution de compensation est majorée du produit de la réduction de taux de taxe d'habitation prévue, selon le cas, au VII de l'article 1638 quater ou au IV de l'article 1638-0 bis par les bases de taxe d'habitation de la commune l'année de son rattachement à l'établissement public de coopération intercommunale.

☐ **Dotation de Solidarité Communautaire**

La Dotation de Solidarité Communautaire (DSC) est un reversement facultatif (sauf en cas de contrat de ville dans l'hypothèse où l'EPCI compétent n'aurait pas élaboré de « Pacte financier et Fiscal de Solidarité ») pouvant être versé par les EPCI à FPU à leurs communes membres en respectant les modalités de calcul prévues à l'article L.5211-28-4 du CGCT (l'article 256 de la loi de finances pour 2020 a codifié désormais les dispositions relatives à la dotation de solidarité communautaire qui figuraient à l'article 1609 nonies C CGI à l'article L.5211-28-4 du code général des collectivités territoriales, en les complétant).

La Communauté d'Agglomération DE NEVERS (CAN) verse une DSC à ses communes membres. En changeant d'EPCI de rattachement, la commune de SAINT-ÉLOI pourrait se voir verser une partie de cette dotation.

Le conseil d'agglomération de la CAN a délibéré le 9 avril 2022 sur les montants de dotation de solidarité communautaire 2022, laquelle DSC affiche 2 composantes :

- **Une composante dépendante des critères légaux de DSC** (potentiel financier / hab et revenus / hab) devant représenter a minima 35% de la répartition de la dotation de solidarité et ayant pour but de compenser les insuffisances de ressources ;
- **Une composante avec des « critères complémentaires »** établie sur plusieurs critères sociaux, fiscaux et démographiques, et visant à compenser des surcroûts de charges.

In fine, **la DSC votée par COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE NEVERS représente un montant global de 2 000 000 €** soit environ 29,2 €/habitant DGF à partir du périmètre actuel de la Communauté d'Agglomération de NEVERS, et 28,2 €/habitant DGF si la commune SAINT-ÉLOI venait à adhérer à la CAN (à enveloppe constante).

4. LES CRITERES UTILISES POUR REPARTIR LE MONTANT DE LA DSC

Les principes poursuivis	Part de la DSC	Sous-critères	Part de la DSC	Montant réparti
Compenser des insuffisances de ressources	35%	Insuffisance de potentiel financier	25%	500 000 €
		Ecart de revenu par habitant	10%	200 000 €
Compenser des surcroûts de charges	55%	Effort fiscal	5%	100 000 €
		Solidarité en direction des communes les moins peuplées	5%	100 000 €
		Aides aux logements	10%	200 000 €
		Logements sociaux	10%	200 000 €
		Voirie	10%	200 000 €
		Dépenses moyennes d'investissement	5%	100 000 €
		Enfants accueillis en crèche, ALSH, MAM	5%	100 000 €
		Enfants de 3 à 16 ans	5%	100 000 €
Critère économique : taux de convergence	10%	Taux de convergence	10%	200 000 €
TOTAL	100%			2 000 000 €

Dans l'hypothèse où la commune de SAINT-ELOI venait à adhérer à la CAN, si les critères susvisés servant à la répartition de la DSC lui était appliqués et ce à enveloppe de DSC constante (soit 2M€/an), la commune pourrait se voir attribuer environ les sommes suivantes selon une première modélisation effectuée (et sous réserve que la DSC soit maintenue et l'enveloppe de DSC ne soit pas adaptée) :

- **Critère insuffisance du potentiel financier** : 17 389 €
- **Effort Fiscal** : 4 438 €
- **Écart de revenu/hab.** : 2 852 €
- **Charges de centralité** (population logarithmique) : 2 568 €
- **Aides aux logements** : 1 635 €
- **Logements sociaux** : 146 €
- **Enfants de 3 à 16 ans** : 3 409 €
- **Enfants accueillis en crèche, MAM et ALSH** : 0 €
- **Longueur de voirie** : 9 831 €
- **Dépenses d'investissement 2014-2020** : 2 031 €
- **Taux de convergence** : 0 €

TOTAL (estimatif) : 44 299 €

Le fait qu'une DSC puisse être versée à la commune de SAINT-ELOI en cas d'adhésion de cette dernière à la CAN, risque, à enveloppe de DSC constante (2M€) de conduire à une légère baisse des montants alloués aux autres communes membres actuelles de la CAN. Aussi, afin d'éviter ce biais, la Communauté d'Agglomération pourrait être conduite, en cas d'adhésion de la commune de SAINT-ELOI à la CA, à légèrement augmenter l'enveloppe de DSC actuellement versée sur le territoire.

☐ **Fonds de Concours et Fonds de Solidarité (FDC)**

Tout comme pour la DSC, **des mécanismes de fonds de concours existent sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Nevers.**

La CAN a, par délibération en date du 24 septembre 2022, **modifié le règlement des fonds de concours versés par la CA à ses communes membres.** En l'espèce, la CAN a elle prévu deux FDC :

- **Un Fonds de Concours « Développement Touristique »** : Les actions mises en œuvre reposent notamment sur le schéma de développement touristique intercommunal ainsi que sur un plan d'actions pour les années 2019-2024 ;
- **Un Fonds de Concours « Redynamisation et renforcement des centralités »** : Les actions à mener porteront prioritairement sur le maintien des services aux habitants et duc

commerce de proximité, sur l'amélioration des espaces publics, la reconquête des logements vacants, des dents creuses et des friches urbaines.

Pour bénéficier d'un fonds de concours de la part de Nevers Agglomération, une commune doit respecter les cinq règles suivantes :

- Le fonds de concours doit nécessairement avoir pour objet de **financer une opération en section d'investissement**.
- Le montant total du fonds de concours **ne peut excéder la part du financement assurée**, hors subventions, par le bénéficiaire du fonds de concours.
- Le fonds de concours doit avoir donné lieu à **délibérations concordantes**, adoptées à la majorité simple, du conseil communautaire et du conseil municipal concerné.
- **La commune doit assurer au moins assurer 20% d'autofinancement de son projet.**
- Le montant du fonds de concours **ne peut avoir pour effet de porter le montant de l'aide publique au-delà de 80% du montant prévisionnel de la dépense subventionnable.**

Comme toute autre commune membre de la Communauté d'Agglomération, la commune de SAINT-ELOI pourra prétendre à l'obtention de fonds de concours dès lors qu'elle répond aux conditions susvisées et s'inscrit dans le cadre des deux fonds de concours précédemment évoqués.

Ces deux fonds de concours reposant sur une période de 6 ans soit la durée d'un mandat, ces derniers devraient très vraisemblablement être rediscutés, amendés, à compter de 2025/2026.

☐ **Fonds de Péréquation des Ressources Intercommunales et Communes (FPIC)**

Dernier outil de péréquation sur le territoire, la CC LOIRE ET ALLIER et la CAN, sont des territoires soit contributeurs au FPIC, soit bénéficiaires au FPIC, soit les deux :

- ✓ **S'agissant de la CAN** : Contributeur au FPIC à hauteur de -911 K€ en 2022 (soit environ 14€/hab) et **Bénéficiaire** de ce même FPIC à hauteur de +1 812 K€ (soit environ 28€/hab), **soit un bénéfice net au FPIC de +901 K€ (A noter qu'en 2023 – sans disposer à ce stade des éléments de calcul mais considérant néanmoins que le nombre d'EPCI bénéficiaires a augmenté du fait de la suppression par la loi de finances 2023 du seuil d'exclusion selon l'effort fiscal – le FPIC de la CAN a sensiblement évolué en terme de contribution nette, avec – 1 093 K€ de prélèvement, + 1 703 K€ de versement, soit un solde nette positif de + 609 K€ ... lequel est en recul de -292 K€).**
- ✓ **S'agissant de la CC LOIRE ET ALLIER** : **Contributeur au FPIC à hauteur de -286 K€ en 2022** (soit environ 4€/hab), et non Bénéficiaire. **(A noter qu'en 2023 – sans disposer à ce stade des éléments de calcul – le prélèvement FPIC de la CCLA a légèrement baissé atteignant - 268 K€ ... lequel est en recul de -18 K€).**

Il convient de rappeler ici tout d'abord que la participation FPIC calculée à l'échelle des territoires intercommunaux, est ensuite répartie entre la part de l'EPCI et la part des communes :

- ⇒ **Soit selon des règles de droit commun** : La répartition se fait alors en fonction du CIF (coefficient d'intégration fiscale) de la communauté
- ⇒ **Soit selon des règles de répartition dérogatoire à la majorité des 2/3** en fonction de plusieurs critères : population, revenu par habitant et potentiel financier ou fiscal
- ⇒ **Soit selon des règles de répartition dérogatoire dite « libre »** (unanimité de l'organe délibérant de l'EPCI ou délibérations concordantes EPCI à la majorité des 2/3 et l'ensemble des communes)

S'agissant de la CCLA : La modélisation du FPIC en **valeur 2022** (en tenant compte de la suppression du seuil d'exclusion au bénéfice du FPIC en fonction de l'effort fiscal) **après retrait de**

la commune de **SAINT-ELOI** de la CCLA, aboutit à une **réduction**
 la Communauté de Communes de **LOIRE et ALLIER** de **133 K€** :

Type de collectivités	CC	
Nom groupement	CC LOIRE ET ALLIER	
PopulationDGF	5 223 hab.	
Type2011	FU	
groupedémographique(sortie AN)	1	
PFIA/habmoyen(sortie AN)	582,22/hab	
revenu/ hab	14 952,83/hab	
effortfiscal	1,05	
PFIA	4 103 744 €	
Coeff multiplicateur PFIA	1,00	
PFIA / Population pondérée	785,71/hab	
Rapport moyenne nationale / (PFIA / pop pondérée)	0,823348369	
Rapport moyenne nationale / (revenu moyen / hab)	1,066805706	
Rapport EFA / moyenne nationale	0,915680638	
Indice synthétique Reversement	0,987889225	
Indice synthétique Prélèvement	0,248583575	
Reversement FPIC	- €	
Ecart relatif moyenne PFIA	0,34950302	
Prélèvement / habitant	41,25/hab	
Prélèvement FPIC	153 248 €	GAIN AVANT/APRES pour la CCLA
SOLDE PRELEVEMENT AVEC RETRAIT DE SAINT ELOI	- 153 248 €	133 207 €
POUR MÉMOIRE : SOLDE PRELEVEMENT AVEC SAINT ELOI	286 455 €	

S'agissant de la CA de NEVERS : La modélisation du FPIC en valeur 2022 (en tenant compte de la suppression du seuil d'exclusion au bénéfice du FPIC en fonction de l'effort fiscal) **après adhésion de la commune de SAINT-ELOI** à la CA de NEVERS, aboutit à une **augmentation du bénéfice net au FPIC pour la Communauté d'Agglomération de NEVERS de 76 K€** :

Type de collectivités	CA	
Nom groupement	CA NEVERS	
PopulationDGF	70 626 hab.	
Type2011	FU	
groupedémographique(sortie AN)	1	
PFIA/habmoyen(sortie AN)	582,22/hab	
revenu/ hab	13 841,83/hab	
effortfiscal	1,3	
PFIA	74 677 027 €	
Coeff multiplicateur PFIA	1,53	
PFIA / Population pondérée	689,30/hab	
Rapport moyenne nationale / (PFIA / pop pondérée)	0,938505655	
Rapport moyenne nationale / (revenu moyen / hab)	1,152431492	
Rapport EFA / moyenne nationale	1,133699838	
Indice synthétique Reversement	1,105899994	
Indice synthétique Prélèvement	0,106823981	
Reversement FPIC	1 868 570 €	
Ecart relatif moyenne PFIA	0,183915201	
Prélèvement / habitant	21,71/hab	
Prélèvement FPIC	890 504 €	GAIN AVANT/APRES pour la CAN
SOLDE REVERSEMENT NET AVEC ADHESION DE SAINT ELOI	978 066 €	76 407 €
POUR MÉMOIRE : SOLDE REVERSEMENT NET SANS SAINT ELOI	901 659 €	

NB. : A noter que le montant du reversement FPIC de la Communauté d'Agglomération de NEVERS descend à + 609 470 € en 2023 dont 212 337 € pour la part CAN (la note d'information FPIC n'étant pas mise en ligne aucune modélisation ne peut être faite). En l'absence au moment

de la rédaction de la présente étude d'impact de la note d'information (les valeurs de point) l'actualisation de la présente modélisation ne peut être effectuée.

S'agissant de la Commune de SAINT-ELOI : Etant donné que la CCLA est contributrice au FPIC en 2022, la commune de SAINT-ELOI était également, pour la part qui la concernait, contributrice au FPIC :

- ☐ **A hauteur de – 74 301 € selon la répartition de droit commun**
- ☐ **A hauteur de – 40 494 € selon la répartition de dérogatoire** (la CCLA prenant 170K€ de FPIC à sa charge dans le cadre de la répartition dérogatoire contre 115K€ selon la répartition de droit commun).

En adhérant à la CA de NEVERS, la commune de SAINT-ELOI non seulement ne serait plus contributrice au FPIC (en 2022 la commune était contributrice à hauteur de - 74 301 € selon la répartition de droit commun et - 40 494 € après la répartition dérogatoire décidée par le conseil communautaire), **mais deviendrait bénéficiaire du FPIC, pour un montant de droit commun pouvant être évalué à : + 26 529 €**

Répartition de la part communale du FPIC entre les communes membres de la CA de NEVERS après adhésion de SAINT-ELOI :

Répartition prélèvement						
CIF EPCI	33,0%					
	Potentiel financier par habitant	Population	Nb points / commune	VP Prélèvement	Montant du Prélèvement	Part dans le prélèvement / versement restant à la charge des communes
CHALLUY	780 €	1 675 hab.	1 306 321	0,008	10 210 €	1,71%
COULANGES-LES-NEVERS	870 €	3 825 hab.	3 329 128	0,008	26 020 €	4,36%
FOURCHAMBAULT	1 004 €	4 211 hab.	4 229 477	0,008	33 057 €	5,54%
GARCHIZY	806 €	3 810 hab.	3 071 426	0,008	24 006 €	4,03%
GERMIGNY-SUR-LOIRE	612 €	803 hab.	491 507	0,008	3 842 €	0,64%
GIMOUILLE	873 €	461 hab.	402 304	0,008	3 144 €	0,53%
MARZY	918 €	3 958 hab.	3 633 225	0,008	28 397 €	4,76%
NEVERS	1 213 €	34 735 hab.	42 119 020	0,008	329 199 €	55,21%
PARIGNY-LES-VAUX	675 €	1 039 hab.	701 389	0,008	5 482 €	0,92%
POUGUES-LES-EAUX	1 315 €	2 436 hab.	3 203 287	0,008	25 037 €	4,20%
SAINCAIZE-MEAUCE	779 €	388 hab.	302 095	0,008	2 361 €	0,40%
SERMOISE-SUR-LOIRE	909 €	1 554 hab.	1 412 869	0,008	11 043 €	1,85%
VARENNES-VAUZELLES	1 045 €	9 448 hab.	9 872 113	0,008	77 160 €	12,94%
SAINT-ELOI	969 €	2 283 hab.	2 212 530	0,008	17 293 €	2,90%
Total	1 084 €	70 626			596 251 €	

Répartition versement					
CIF EPCI	33,0%				
	Potentiel financier par habitant	Population	Nb points / commune	VP Reversement	Montant du Reversement
CHALLUY	780 €	1 675 hab.	2,15	18 603 €	39 953 €
COULANGES-LES-NEVERS	870 €	3 825 hab.	4,39	18 603 €	81 753 €
FOURCHAMBAULT	1 004 €	4 211 hab.	4,19	18 603 €	77 993 €
GARCHIZY	806 €	3 810 hab.	4,73	18 603 €	87 919 €
GERMIGNY-SUR-LOIRE	612 €	803 hab.	1,31	18 603 €	24 405 €
GIMOUILLE	873 €	461 hab.	0,53	18 603 €	9 827 €
MARZY	918 €	3 958 hab.	4,31	18 603 €	80 211 €
NEVERS	1 213 €	34 735 hab.	28,65	18 603 €	532 881 €
PARIGNY-LES-VAUX	675 €	1 039 hab.	1,54	18 603 €	28 632 €
POUGUES-LES-EAUX	1 315 €	2 436 hab.	1,85	18 603 €	34 461 €
SAINCAIZE-MEAUCE	779 €	388 hab.	0,50	18 603 €	9 270 €
SERMOISE-SUR-LOIRE	909 €	1 554 hab.	1,71	18 603 €	31 796 €
VARENNES-VAUZELLES	1 045 €	9 448 hab.	9,04	18 603 €	168 207 €
SAINT-ELOI	969 €	2 283 hab.	2,36	18 603 €	43 822 €
Total	1 084 €	70 626			1 251 131 €

Répartition prélèvement + reversement

CIF EPCI	33,0%				
	Potentiel financier par habitant	Population	Prélèvement par commune	Reversement par commune	Solde par commune
CHALLUY	780 €	1 675 hab.	- 10 210 €	39 953 €	29 743 €
COULANGES-LES-NEVERS	870 €	3 825 hab.	- 26 020 €	81 753 €	55 733 €
FOURCHAMBAULT	1 004 €	4 211 hab.	- 33 057 €	77 993 €	44 936 €
GARCHIZY	806 €	3 810 hab.	- 24 006 €	87 919 €	63 913 €
GERMIGNY-SUR-LOIRE	612 €	803 hab.	- 3 842 €	24 405 €	20 563 €
GIMOUILLE	873 €	461 hab.	- 3 144 €	9 827 €	6 683 €
MARZY	918 €	3 958 hab.	- 28 397 €	80 211 €	51 814 €
NEVERS	1 213 €	34 735 hab.	- 329 199 €	532 881 €	203 681 €
PARIGNY-LES-VAUX	675 €	1 039 hab.	- 5 482 €	28 632 €	23 150 €
POUGUES-LES-EAUX	1 315 €	2 436 hab.	- 25 037 €	34 461 €	9 425 €
SAINCAIZE-MEAUCE	779 €	388 hab.	- 2 361 €	9 270 €	6 909 €
SERMOISE-SUR-LOIRE	909 €	1 554 hab.	- 11 043 €	31 796 €	20 753 €
VARENNES-VAUZELLES	1 045 €	9 448 hab.	- 77 160 €	168 207 €	91 047 €
SAINT-ELOI	969 €	2 283 hab.	- 17 293 €	43 822 €	26 529 €
Total	1 084 €	70 626			654 880 €

Parallèlement, le retrait de la commune de SAINT-ELOI de la CC LOIRE et ALLIER, entrainera une diminution de la contribution du bloc local de la CCLA au FPIC laquelle serait de – 153 248 € au lieu de – 286 455 € en 2022.

Cette diminution de la contribution du territoire au FPIC représenterait une économie substantielle soit pour la CCLA en cas de répartition de droit commun, soit pour les communes membres en cas de reconduction de la répartition dérogatoire 2022.

	Répartition du FPIC 2022 (avec St-ELOI)		Répartition du FPIC 2022 (sans ST ELOI)
	Droit Commun	Dérogatoire	Droit Commun
Part EPCI	- 69 832 €	- 170 507 €	- 42 143 €
Part Communes	- 216 623 €	- 115 948 €	- 111 105 €
TOTAL	- 286 455 €	- 286 455 €	- 153 248 €

8. L'impact du retrait de Saint-Éloi en termes de dotations

Le retrait de la commune de SAINT-ELOI de la CC LOIRE et ALLIER aura enfin un impact sur les dotations d'État perçues sur le territoire.

S'agissant tout d'abord de la dotation d'intercommunalité de la CC LOIRE et ALLIER le retrait de la commune de SAINT-ELOI va entrainer :

- Une baisse de la population DGF communautaire de plus de 2 200 hab ;
- Une baisse du potentiel fiscal de la CCLA du fait du tissu et ressources économiques qui ne seront plus comptabilisées dans le PF 4 taxes de la communauté ;
- Une hausse du coefficient d'intégration fiscal de la CCLA, du fait du retrait du CIF de la communauté du montant de l'attribution de compensation (AC) versée à la commune de SAINT-ELOI ;
- Une légère baisse du revenu / hab. DGF élément pris en compte dans le calcul de l'indice synthétique de la « dotation de péréquation » :

	DOTATION DE PEREQUATION	AVANT RETRAIT	APRES RETRAIT
IS	CALCUL DE L'INDICE SYNTHETIQUE (IS)	1,89827004	2,173060354
	PF/HAB moyen de la Catégorie	323	323
	PF/HAB de l'EPCI	384	293
	Revenu Moyen / HAB	15999,78348	15999,78348
	Revenu / HAB de l'EPCI	15144,3397	14952,8303

Du fait de ces évolutions, servant au calcul de la dotation d'intercommunalité (DI), cette dernière :

- ⇒ **Diminuera dans son montant global** de 11K€ (principalement du fait de la population DGF qui serait retirée du périmètre intercommunal) ;
- ⇒ **Mais augmentera en termes de dotation d'intercommunalité / habitant DGF** du fait de l'évolution favorable (dans le calcul de la DI) du CIF et du potentiel fiscal.

CC LOIRE et ALLIER	AVANT RETRAIT DE ST-ELOI	APRES RETRAIT DE ST-ELOI
POPULATION DGF	7 506 hab. DGF	5 223 hab. DGF
PF 4 TAXES / HAB. DGF	384 €/Hab. DGF	293 €/Hab. DGF
CIF 2022	24,38%	27,50%
INDICE SYNTHETIQUE (IS) POUR DOT. PEREQUATION	1,8983	2,1731
REVENU / HAB.	15 144 €/Hab. DGF	14 953 €/Hab. DGF
DOTATION (BASE + PEREQUATION)	79 K€	68 K€
Evolution Avant / Après		-11 K€
DOTATION / HAB. DGF (Pour info)	10,5 €/Hab. DGF	13,0 €/Hab. DGF

S'agissant ensuite de la dotation d'intercommunalité de la CA de NEVERS, l'adhésion de la commune de SAINT-ELOI va entraîner :

- **Une hausse de la population DGF communautaire** de plus de 2 200 hab ;
- **Une légère hausse du potentiel fiscal de la CAN** du fait du tissu et ressources économiques qui seront comptabilisées en plus dans le PF 4 taxes de la communauté ;
- **Une légère baisse du coefficient d'intégration fiscal de la CAN**, du fait de l'intégration au sein du CIF de la communauté du montant de l'attribution de compensation (AC) que la communauté aura à verser à la commune de SAINT-ELOI (hors évolution de compétences à ce stade mais en tenant compte de la redevance assainissement tout de même) ;
- **Une légère hausse du revenu / hab. DGF** élément pris en compte dans le calcul de l'indice synthétique de la « dotation de péréquation » :

	DOTATION DE PEREQUATION	AVANT RETRAIT	APRES RETRAIT
IS	CALCUL DE L'INDICE SYNTHETIQUE (IS)	2,089634385	2,076937255
	PF/HAB moyen de la Catégorie	432	432
	PF/HAB de l'EPCI	466	470
	Revenu Moyen / HAB	15999,78348	15999,78348
	Revenu / HAB de l'EPCI	13783,40794	13841,83337

Du fait de ces évolutions, servant au calcul de la dotation d'intercommunalité (DI), cette dernière :

- ⇒ **Augmenter dans son montant global** de + 18K€ (principalement du fait de la population DGF qui serait ajoutée au périmètre intercommunal) ;
- ⇒ **Mais restera pour autant stable en termes de dotation d'intercommunalité / habitant DGF** du fait de la faible évolution des éléments de calcul de la DI que sont CIF et potentiel fiscal.

<u>CA DE NEVERS</u>	<u>AVANT</u> ADHESION DE ST-ELOI	<u>APRES</u> ADHESION DE ST-ELOI
POPULATION DGF	68 343 hab. DGF	70 626 hab. DGF
PF 4 TAXES / HAB. DGF	466 €/Hab. DGF	470 €/Hab. DGF
CIF 2022	33,04%	32,68%
INDICE SYNTHETIQUE (IS) POUR DOT. PEREQUATION	2,0896	2,0769
REVENU / HAB.	13 783 €/Hab. DGF	13 842 €/Hab. DGF
DOTATION (BASE + PEREQUATION)	1 038 K€	1 056 K€
<i>Evolution Avant / Après</i>		18 K€
DOTATION / HAB. DGF (Pour info)	15,2 €/Hab. DGF	15,0 €/Hab. DGF

A noter que la CA de NEVERS bénéficiera également de la part de **dotation de compensation** (ancienne compensation fiscale de la suppression de la part salaires de taxe professionnelle) perçue actuellement par la CC LOIRE et ALLIER, mais dont le montant n'est pas rendu public. **Il appartiendra à la communauté de solliciter la DGFIP pour connaître le montant réel de CPS dépendant du territoire de SAINT-ELOI. Un montant évalué à 100K€ a été retenu à ce stade pour la réalisation des simulations de la présente étude (et notamment le calcul des dotations d'intercommunalité).**

S'agissant enfin, des dotations de la commune de SAINT-ELOI, le changement de périmètre à la fois de la CC LOIRE et ALLIER et de la CA de NEVERS aura un impact sur le calcul des indicateurs de richesse de l'ensemble des collectivités présentes sur le territoire (EPCI + communes membres), en raison des déplacements de bases et de produit fiscal consécutifs au départ de la commune de St-ELOI.

Cet effet pourra être observé :

- Dès l'année suivant l'adhésion, s'agissant du potentiel financier agrégé (PFIA) des deux communautés, les données fiscales intégrant les calculs en année N+1 (cf. supra sur les dotations intercommunales et FPIC),
- Au cours, selon les cas, des deux années suivant le retrait / adhésion pour les potentiels fiscaux et le CIF (coefficient d'intégration fiscale) des deux EPCI, au sein desquels les données de St-ELOI seront progressivement intégrées/retraitées (cf. supra sur les dotations intercommunales et FPIC),
- **Avec un décalage technique d'une année pour les indicateurs de richesse des communes membres (potentiel fiscal, potentiel financier et ressources post-taxe professionnelle).** En effet, la croissance de fiscalité professionnelle perçue sur les communes membres, est, depuis leur adhésion à leur communauté de rattachement, répartie à la population.

La commune de SAINT-ELOI perçoit en 2023 uniquement :

- ⇒ La **Dotation forfaitaire de DGF** pour **25 522 €** en 2023 et
- ⇒ La **Dotation de Solidarité Rurale – Péréquation – Part PFI** pour **33 901 €** en 2023 (28 511 € en 2022 répartis entre : 9 438 € de Part PFI, 6 665 € de Part Voirie et 12 537 € de Part Enfants)

La commune ne perçoit ni DSU (dotation de solidarité urbaine), ni DNP (dotation nationale de péréquation), ni même les fractions « Cible » ou « Bourg-centre » de la DSR.

L'impact du changement d'EPCI pour la commune de ST-ELOI ne devrait avoir qu'un effet limité et ce sur la seule « Dotation de Solidarité Rurale – Péréquation – Part PFI », effet néanmoins difficilement appréhendable ici eu égard :

- ⇒ A la croissance de l'enveloppe consacrée aux dotations d'État pour les communes à hauteur de 180M€ en 2023 (si les dotations de péréquation croissent régulièrement elles ont progressé à hauteur de 220 M€ en 2023 : 180 M€ au titre des communes, 30 M€ des intercommunalités et 10 M€ des départements).
- ⇒ A l'intégration progressive de la réforme des indicateurs financiers servant au calcul des dotations (à noter d'ailleurs que l'effort fiscal ne prend en compte plus que la fiscalité communale avec une correction pendant une période transitoire le temps de la mise en application plein de la réforme).

Pour autant, **selon les modalisations effectuées, il est probable que le PF (Potentiel fiscal) 4 taxes et le PFi (Potentiel Financier) de la commune soient impactés** eu égard à la répartition de la fiscalité professionnelle intercommunale au prorata de la population DGF (donc selon la population DGF de chaque commune membre). **En intégrant la CAN, le PFI / hab. DGF de SAINT ELOI devrait augmenter d'environ 200€/hab. DGF par rapport à ce qu'il était au sein de la CCLA ayant un impact de seulement -2K€ sur la part Pfi de la fraction péréquation de la DSR** perçu par la commune. **Les parts voirie et enfants ne seront-elles pas impactées** le PFI n'entrant pas en ligne de compte dans leur calcul ni de la part Voirie ni de la part Enfants.

En valeur 2022, le calcul de la DSR pour les trois parts sus évoquées pourraient donc être les suivantes :

<u>PART PEREQUATION - Part Pfi</u>	POP. DGF	Pfi (Potentiel Financier Moyen) des communes appartenant à la même strate démographique	pfi (Potentiel financier de la commune)	Effort Fiscal	VP : Valeur de point	DSR - Part Péréquation - Part Pfi	DSR - Part Péréquation - Part Pfi 2022	Ecart
SAINT-ELOI	2 283	895,556764	1 156,17	0,877638	5,13178648	7 290 €	9 438 €	2 148 €

<u>PART PEREQUATION - Part Longueur de Voirie</u>	POP. DGF	Longueur de Voirie	VP : Valeur de point	DSR - Part Péréquation - Part LV	DSR - Part Péréquation - Part LV 2022
SAINT-ELOI	2 283	23 747	0,28065627	6 665 €	6 665 €

<u>PART PEREQUATION - Part Pop. 3 à 16 ans</u>	POP. DGF	Pop. 3 à 16 ans	VP : Valeur de point	DSR - Part Péréquation - Part Pop. 3 à 16 ans	DSR - Part Péréquation - Part Pop. 3 à 16 ans 2022
SAINT-ELOI	2 283	350	35,81943879	12 537 €	12 537 €

9. Synthèse des différentes données et impact concernées

La présente étude met en avant les évolutions afférentes aux changements d'exercice de compétences et les impact fiscaux et financiers découlant du processus de retrait – adhésion. **Le tableau qui suit reprends l'essentiel des points développés :**

Compétences :

	AVANT RETRAIT DE SAINT ELOI DE LA CCLA	APRES ADHESION DE SAINT ELOI A LA CA DE NEVERS
Compétence Voirie	Compétence exercée par la CC LOIRE et ALLIER pour la voirie d'intérêt communautaire (VNC des travaux réalisés : 26K€)	Compétence voirie exercée par la commune
Fibre Numérique	Compétence exercée par le Syndicat mixte Nièvre Numérique et financée par la CCLA notamment avec un emprunt de 968 K€ nominal et un CRD de 787 K€ au 31/12/2023 dont 260 K€ pour le territoire de SAINT-ELOI en fonction des prises financées (estimation).	Compétence reprise par la CA de NEVERS. Une convention de remboursement des annuités d'emprunts afférentes aux 260 K€ de CRD attachés à SAINT-ELOI pourrait être conclue avec la CCLA. Cette convention dont la CAN deviendrait alors signataire pourra être répercutée par cette dernière sur l'Attribution de compensation de la commune à hauteur de l'annuité de dette correspondante et ce dans le cadre de l'évaluation des charges transférées.
Développement Économique	Malgré la loi NOTRE qui a supprimé l'intérêt communautaire en matière de zones d'activité économique, les trois ZAE sise sur le territoire de la commune de SAINT-ELOI n'ont pas été transférées à la CCLA et sont donc restées communales (absence de transfert de propriété et de PV de transfert).	Dans le respect de la loi NOTRE de 2015, les trois ZAE sis sur la commune de SAINT-ELOI, vont devoir être transférées à la CA de NEVERS ce qui implique : <ul style="list-style-type: none"> - Le transfert de propriété des parcelles restant à viabiliser et/ou commercialiser ; - Le transfert des charges d'entretien et renouvellement (voirie, éclairage public, espaces verts le cas échéant...)
Élimination des Déchets	Compétence exercée par le Syndicat SYCTOM (le traitement des déchets étant lui délégué par ledit syndicat au SIEEN) avec un financement par la TEOM au taux de 9,20% en 2023. A noter que les équipements affectés au service par el SYCTOM sur SAINT-ELOI sont des contenants biodéchets remis à chaque foyer (hors habitat collectif) et des colonnes à verre (9 colonnes de 3 à 4 m3). Tous les autres équipements ne sont pas spécifiquement affectés au service	Compétence reprise par la CA de NEVERS qui exerce la compétence en régie. Si le niveau de service sera légèrement changeant, le financement sera lui assuré également par la TEOM mais à un taux de 6,50% (sauf cas de zonage justifié par une différence de niveau de service). S'il s'avère que la TEOM avec un taux de 6,50% ne suffit pas à équilibrer la dépense (un taux de 6,50% générant 68K€ de recettes en moins qu'un taux à 9,20%) la CLECT de la communauté d'agglomération de NEVERS aura à évaluer la charge résiduelle transférée à due proportion

	dispensé sur SAINT-ELOI. Il n'y a pas non plus d'infrastructures du SYCTOM sur le territoire de SAINT-ELOI (aucune déchetterie).	afin que l'AC de la commune (cette charge pourrait se situer entre 65 et 70K€ soit la différence entre ce que génère en 2022/2023 le taux de TEOM de 9,20% appliqué par la CCLA sur le territoire de ST-ELOI et le taux de TEOM de 6,50% qui serait appliqué par la CAN sur le territoire de ST-ELOI).
Eau et Assainissement	Compétences exercées par la commune de SAINT-ELOI via un contrat de DSP – prenant fin au 31/12/2024 – eau et assainissement confié à VEOLIA. Les tarifs pratiqués par la commune et son délégataire sont de 1,0909 €HT/m3 sur la facture d'eau potable (absence de part fixe) et 2,6453 €HT/m3 sur la facture assainissement (absence de part fixe également).	Compétences transférées à la CA de NEVERS qui exercera la compétence eau potable en régie à compter de 2024 (fin du contrat de DSP en cours au 31-12-2023), et en DSP sur l'assainissement (avec renouvellement du contrat en cours au 1 ^{er} avril 2024). Les tarifs pratiqués sur la commune de SAINT-ELOI devront converger sur l'eau potable pour rejoindre (au terme d'une période d'unification des tarifs) ceux pratiqués par la CA. Sur l'assainissement, les tarifs pratiqués sur la commune pourront être maintenus jusqu'à la fin du contrat en cours soit jusqu'au 31-12-2024. Ils devront ensuite converger vers les tarifs de la CA de NEVERS. D'un point de vue budgétaire, la commune devra clôturer ses budgets annexes eau et assainissement avant le 31-12-2023, prendre une délibération concordante avec la CAN pour le transfert des résultats de clôture. Les contrats d'emprunts souscrits par la commune (notamment 250K€ en 2023 sur l'assainissement) seront transférés à la CA de NEVERS.
Mobilité	La compétence Mobilité a été transférée par la CCLA à la Région qui assure les transports scolaires. Aucun versement mobilité n'a pu être mis en place par la CCLA aucune ligne de transport régulier de voyageurs n'ayant été mise en place.	La compétence mobilité sera reprise par la CA de NEVERS. En cela, la compétence et notamment les transports scolaires qui seraient assurés sur le territoire de la CAN (et donc de SAINT ELOI) seront transférés par la Région à la communauté d'agglomération en tant qu'autorité organisatrice de mobilité. Ce transfert ne fera pas l'objet d'un transfert de charges pour la commune de SAINT-ELOI qui n'en supporte pas le coût actuellement. A contrario, la CA de NEVERS appliquera le taux de versement mobilité de 0,80% qu'elle a mis en place sur son périmètre de compétence, avec une application du taux de VM dès 2024 (souhait de la CAN), ou si elle le souhaite à l'issu d'une période de convergence (de 12 ans maximum).

Bilan pour la CC de LOIRE ET ALLIER**Fiscalité pour la CC LOIRE et ALLIER (dont attribution de compensation) :**

	CCLA : AVANT RETRAIT DE SAINT ELOI	CCLA : APRES ADHESION DE SAINT ELOI A LA CA DE NEVERS
Fiscalité professionnelle de la Communauté sur la commune de SAINT-ELOI	TATFPNB : 6 225 € CFE : 271 813 € DCRTP : 0 € FNGIR : - 2 774 € FRACTION TVA (CVAE) : 198 032 € IFER : 526 350 € TASCOM : 52 828 € <i>CPS : Nc.</i> TOTAL : 1 052 474 €	TATFPNB : 0 € CFE : 0 € DCRTP : 0 € FNGIR : 0 € FRACTION TVA (CVAE) : 0 € IFER : 0 € TASCOM : 0 € <i>CPS : Nc.</i> TOTAL : 0 €
AC – Attribution de Compensation	AC : - 1 187 553 €	AC : 0 €
Fiscalité « ménages » de la Communauté sur la commune de SAINT-ELOI	THRS : 2 474 € TFPB : 66 039 € TFPNB : 3 706 € TOTAL : 72 219 €	THRS : 0 € TFPB : 0 € TFPNB : 0 € TOTAL : 0 €
TEOM	TEOM : 219 590 €	TEOM : 0 €
TOTAL FISCALITE - AC	+ 156 730 €	0 €
PERTE DE RECETTES FISCALES POUR LA CCLA SUITE AU RETRAIT DE ST ELOI		- 156 730 € (hors CPS)
DEPENSES EN MOINS POUR LA CCLA SUR LE BUDGET PRINCIPAL (estimations)		Dépenses de voirie sur ST-ELOI (environ 12K€ d'annuité /an) Dépenses Fibre (remboursement de 17K€ d'annuités /an) Dépenses OM sur ST-ELOI (reversement des 219 K€ de TEOM au SYCTOM) Autres dépenses

Reversements financiers et Dotation d'Intercommunalité pour la CC LOIRE et ALLIER (hors attribution de compensation) :

	CCLA : AVANT RETRAIT DE SAINT ELOI	CCLA : APRES ADHESION DE SAINT ELOI A LA CA DE NEVERS
Dotation de Solidarité Communautaire (DSC)	DSC : 0 €	DSC : 0 €
Dotation d'Intercommunalité (DI)	DI : 78 813 €	DI : 67 822 K€
Fonds de Péréquation des Ressources Intercommunales et	FPIC (communes/CC) : - 286 455 € o Dont – 69 832 € de part EPCI en cas	FPIC (communes/CC) : - 153 248 €

Communes (FPIC)	de répartition de droit commun ○ Mais – 170 507 € avec la répartition dérogatoire (prise en charge de 29 807 € de la contribution FPIC en lieu et place de la commune de ST-ELOI).	en cas de répartition de droit commun ○ Mais – 93 779 € en cas de répartition dérogatoire selon la logique suivie par la CCLA en 2022
TOTAL REVERSEMENTS et DOTATIONS/FPIC	- 91 694 € (DI & Part CCLA FPIC)	- 25 957 € (DI & Part CCLA FPIC)
GAIN POUR LA CCLA SUITE AU RETRAIT DE ST ELOI		+ 65 737 € (charge en moins pour la CCLA)

BILAN	CCLA : APRES ADHESION DE SAINT ELOI A LA CA DE NEVERS
FISCALITE – AC	- 156 730 € (Hors CPS)
DI et FPIC	+ 65 737 € (Economie)
CHARGES EN MOINS LIEES AUX COMPETENCES	Voirie : + 12 000 € (Économie de l'annuité moyenne sur la période 2020-2023) Fibre Numérique : + 17 600 € (remboursement d'annuité dont 12,8K€ de remboursement de capital et 4,8 K€ de remboursement de frais financiers) Élimination des déchets : + 219 590 € (TEOM n'étant plus à reverser au SYCTOM au titre de ST-ELOI) Autres (non chiffrées)
BILAN NET	+ 158 197 € (GAIN NET pour la CCLA Hors CPS)*

Dans le cas où la « Compensation Part Salaires » (CPS) attachée à SAINT-ELOI serait de 100K€, le gain pour la CCLA ne serait alors plus que de 58K€ (autrement chiffre proche d'une neutralité)

Bilan pour la CA de NEVERS**Fiscalité pour la CA DE NEVERS** (dont attribution de compensation) :

	CAN : AVANT RETRAIT DE SAINT ELOI DE LA CCLA	CAN : APRES ADHESION DE SAINT ELOI A LA CA DE NEVERS
Fiscalité professionnelle de la Communauté sur la commune de SAINT-ELOI	TATFPNB : 0 € CFE : 0 € DCRTP : 0 € FNGIR : 0 € FRACTION TVA (CVAE) : 0 € IFER : 0 € TASCOM : 0 € CPS : 0 € TOTAL : 0 €	TATFPNB : 6 225 € CFE : 283 608 € DCRTP : 0 € FNGIR : - 2 774 € FRACTION TVA (CVAE) : 199 462 € IFER : 526 350 € TASCOM : 52 828 € CPS : <i>Nc.</i> TOTAL : 1 065 699 €
AC – Attribution de Compensation	AC : 0 €	AC : - 1 196 457 € (dont compensation débasage de taux de TH pour 8 K€)
Fiscalité « ménages » de la Communauté sur la commune de SAINT-ELOI	THRS : 0 € TFPB : 0 € TFPNB : 0 € TOTAL : 0 €	THRS : 10 762 € TFPB : 67 942 € TFPNB : 1 609 € TOTAL : 80 313 €
TEOM	TEOM : 0 €	TEOM : 155 145 €
TOTAL FISCALITE - AC	+ 0 €	+104 700 €
GAIN DE RECETTES FISCALES POUR LA CAN SUITE A L'ADHESION DE ST ELOI		+ 104 700 €
DEPENSES EN PLUS POUR LA CAN SUR LE BUDGET PRINCIPAL (estimations)		<p>Dépenses Fibre (remboursement de 17K€ d'annuités /an)</p> <p>Dépenses OM sur ST-ELOI (équivalent à l'application du taux de TEOM de la CAN soit 6,50 % : 155 K€ de TEOM). En cas de charges supplémentaires OM, l'équivalent pourra être défalqué sur l'AC de la commune permettant une neutralité pour la CAN. Cette charge supplémentaire pourrait être de 65 à 70 K€ soit la différence entre la TEOM générée sur ST ELOI avec un taux de 9,20% appliqué par la CCLA et la TEOM générée sur ST ELOI avec un taux de 6,50% appliqué par la CAN.</p> <p>Dépenses Mobilité : Celles-ci sont évaluées à 73K€ par les services de la CA de NEVERS avec une recette de versement mobilité parallèlement qui pourrait se situer entre 60K€ et 90K€)</p> <p>Autres dépenses (Entretien et renouvellement des ZAE de ST ELOI</p>

qui f...
 de charges, lesquelles seront alors
 défalquées de l'AC de la commune ;
 (...)

Reversements financiers et Dotation d'Intercommunalité pour la CA de NEVERS (hors attribution de compensation) :

	CAN : AVANT RETRAIT DE SAINT ELOI DE LA CCLA	CAN : APRES ADHESION DE SAINT ELOI A LA CA DE NEVERS
Dotation de Solidarité Communautaire (DSC)	DSC : 0 €	DSC : - 44 299 €
Dotation d'Intercommunalité (DI)	DI : +1 037 957 €	DI : +1 056 365 €
Fonds de Péréquation des Ressources Intercommunales et Communes (FPIC)	FPIC (communes/CC) net : + 901 659 € o Dont + 297 939 € de part EPCI en cas de répartition de droit commun <i>A noter que le montant du reversement FPIC descend à + 609 470 € en 2023 dont 212 337 € pour la part CAN (la note d'information FPIC n'étant pas mise en ligne aucune modélisation ne peut être faite)</i>	FPIC (communes/CC) net : + 978 066 € o Dont + 323 186 € de part EPCI en cas de répartition de droit commun
TOTAL REVERSEMENTS et DOTATIONS/FPIC	+ 1 335 896 € (DI & Part CAN FPIC)	+ 1 335 252 € (DI & Part CAN FPIC)
COUT POUR LA CAN SUITE AU RETRAIT DE ST ELOI		- 644 € (après versement de 44K€ de DSC)

Bilan pour la CA de NEVERS :

BILAN	CAN : APRES ADHESION DE SAINT ELOI A LA CA DE NEVERS
FISCALITE – AC	+ 104 700 €
DSC et DI et FPIC	- 644 € (après versement d'une DSC à St-ELOI)
CHARGES EN MOINS LIEES AUX COMPETENCES	Fibre Numérique : - 17 600 € (remboursement d'annuité dont 12,8K€ de remboursement de capital et 4,8 K€ de remboursement de frais financiers) Élimination des déchets : - 155 145 € (équivalent à la TEOM – Si charges supplémentaires défalquées de l'AC => La TEOM 2022 perçue sur la commune étant de 219K€, la charge transférée supplémentaire par rapport à ce que générerait la TEOM 2024 pour être de 64K€ minimum soit la différence entre 219K€ et 155K€) Autres (non chiffrées)
BILAN NET (Sous réserve des évaluations de charges de la CLECT en 2024)	- 68 689 € (COUT NET pour la CAN)

Bilan pour Commune de SAINT ELOI**Fiscalité pour la Commune de SAINT-ELOI** (dont attribution de compensation) :

	SAINT ELOI AVANT RETRAIT DE LA CCLA	SAINT ELOI APRES ADHESION A LA CA DE NEVERS
Taxe d'Habitation sur les Résidences Secondaires	THRS (taux 19,99%) : 16 322 €	THRS (taux 9,09%) : 7 419 € (perte de produit du fait de la procédure de débasage de taux de TH)
Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties (après lissage et Coco => Coeff. correcteur)	TFPB (taux 36%) : 834 161 € (1 002 990 € - 6 780 € - 162 049 €)	TFPB (taux 36%) : 834 161 € (1 002 990 € - 6 780 € - 162 049 €)
Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties	TFPNB (taux 34,32%) : 21 161 €	TFPNB (taux 34,32%) : 21 160 €
TOTAL FISCALITE	+ 871 644 €	+ 862 740 €
ATTRIBUTION DE COMPENSATION (AC)	AC : + 1 187 553 €	AC : 1 196 457 € (dont 8K€ de compensation du débasage de taux de TH) sous réserve des évaluations de charges transférées qui seront effectuées par la CLECT en 2024
	TOTAL FISCALITE + AC = 2 059 197 €	TOTAL FISCALITE + AC = 2 059 197 €
	PERTE / GAIN DE RECETTES FISCALES POUR LA CAN SUITE A L'ADHESION DE ST ELOI	+ 0 €
	DEPENSES EN PLUS POUR SAINT ELOI SUR LE BUDGET PRINCIPAL (estimations)	<p>Dépenses Fibre (remboursement de 17K€ d'annuités /an) pris en charge par la CAN avec impact sur l'AC de la commune (travail de la CLECT en 2024)</p> <p>Dépenses de voirie sur ST-ELOI (environ 12K€ d'annuité /an) non compensée via une majoration d'AC, l'attribution de compensation de SAINT ELOI ne comprenant pas de charges transférées au titre de la voirie (l'AC de la commune calculée en 2013 est uniquement constituée de fiscalité ... la CLECT ne s'étant jamais réunie depuis 2013 au sein de la CCLA)</p> <p>Autres dépenses (dépenses d'entretien – renouvellement sur les ZAE transférées à la CAN et qui seront défalquées de l'AC de la commune => Evaluation de la CLECT en 2024 ; ...)</p>

Reversements financiers pour SAINT ELOI (hors attribution de la

	SAINT ELOI AVANT RETRAIT DE LA CCLA	SAINT ELOI APRES ADHESION A LA CA DE NEVERS
Dotation de Solidarité Communautaire (DSC)	DSC : 0 €	DSC : + 44 299 €
Dotations	DGF : 25 522 € (montant 2023) DSR (Fraction Péréquation) : 33 901 € (montant 2023 => Pour info. 28,5K€ en 2022 répartis entre : 9 438 € de Part PFI, 6 665 € de Part Voirie et 12 537 € de Part Enfants)	DGF : 25 522 € DSR : 31 793 € (si l'impact reste difficilement mesurable eu égard à la réforme des indicateurs financiers, & l'évolution annuelle de l'enveloppe normée et répartition en CFL, pourtant autant seul le PFI sera impacté eu égard à la répartition de la fiscalité intercommunale au prorata de la population DGF => En intégrant la CAN, le PFI.hab. DGF de SAINT ELOI devrait augmenter d'environ 200€/hab. DGF par rapport à ce qu'il était au sein de la CCLA ayant un impact de -2K€ sur la part Pfi de la fraction péréquation de la DSR perçu par la commune. Les parts voirie et enfants ne seront pas impactées le PFI n'entrant pas en ligne de compte dans leur calcul)
Fonds de Péréquation des Ressources Intercommunales et Communes (FPIC)	FPIC (contribution) : – 40 494 € (répartition dérogatoire au sein de la CCLA : – 74 301 € avec la répartition de droit commun)	FPIC (reversement): + 26 529 € (en valeur 2022) => <u>A noter que le reversement du FPIC à la CAN étant en 2023 près de 300 K€ inférieur à 2022, ce montant estimé de 26K€ pourrait n'être que de 17K€</u>
TOTAL REVERSEMENTS et DOTATIONS/FPIC	+ 18 929 € (Dotations, DSC & Part FPIC)	+ 130 251 € (Dotations, DSC & Part FPIC)
GAIN POUR LA COMMUNE DE SAINT ELOI		+ 111 322 € (recettes en plus malgré hors éventuels Fonds de concours versés par la CAN)

Bilan pour la Commune de SAINT ELOI :

BILAN	SAINT ELOI APRES ADHESION A LA CA DE NEVERS
FISCALITE – AC	+ 0 €
DSC et Dotations et FPIC	+ 111 322 € (Recettes supplémentaires après versement d'une DSC à St- ELOI)
CHARGES EN PLUS LIEES AUX COMPETENCES	Dépenses Fibre (remboursement de 17K€ d'annuités /an) pris en charge par

Envoyé en préfecture le 05/09/2023
Reçu en préfecture le 05/09/2023
Publié le 31/10/2023

24 X 15h51
21 09
SLO
ID : 058-245804406-20230902-2023_09_02_004-DE
21_09-058-215804406-20231024-D-2023_063-

	<p>la CAN a commune (travail de la CLECT en 2024)</p> <p>Dépenses de voirie sur ST-ELOI (environ 12K€ d'annuité /an) non compensée via une majoration d'AC, l'attribution de compensation de SAINT ELOI ne comprenant pas de charges transférées au titre de la voirie (l'AC de la commune calculée en 2013 est uniquement constituée de fiscalité ... la CLECT ne s'étant jamais réunie depuis 2013 au sein de la CCLA)</p> <p>Autres dépenses (dépenses d'entretien – renouvellement sur les ZAE transférées à la CAN et défalquées de l'AC de la commune ; ...)</p>
BILAN NET	+ 82 322 € (GAIN pour ST ELOI)

10. Impact sur les ratios 2022 des collectivités concernées

Les différentes évolutions fiscales et financières liées à la procédure de retrait-adhésion de la commune de SAINT-ELOI (retrait de la CCLA et adhésion à la CA de NEVERS) impactent les ratios financiers des collectivités concernées de la façon suivante :

BUDGET PRINCIPAL CC LOIRE ET ALLIER (CA 2022)	Avant Retrait SAINT ELOI	Impact Retrait SAINT ELOI (+/-)	Après Retrait SAINT ELOI (=)
EPARGNE BRUTE	DRF : 3,625 M€ (-) RRF : 4,075 M€ (+) EB = + 450 K€	+ 158 K€ (hors CPS) + 58K€ (si CPS : 100 K€)	EB : + 608 K€ (hors CPS) EB : + 508 K€ (si CPS : 100K€)
CAPACITE DESENDETTEMENT	CRD DETTE : 1,177 M€ CAP. DES. : 2,6 ans	EVOLUTION DETTE : Néant	CRD DETTE : 1,177 M€ CAP. DES. : 1,9 ans

BUDGET PRINCIPAL CA NEVERS (CA 2022)	Avant Retrait SAINT ELOI	Impact Retrait SAINT ELOI (+/-)	Après Retrait SAINT ELOI (=)
EPARGNE BRUTE (Sans retraitement)	DRF : 46,29 M€ (-) RRF : 53,72 M€ (+) EB = + 7,43 M€ (NB. Forte évolution des chap. 73 et 70 par rapport à 2022)	- 68 K€ (hors CPS) + 32 K€ (si CPS : 100 K€)	EB : + 7,36 M€ (hors CPS) EB : + 7,46 M€ (si CPS : 100 K€)
CAPACITE DESENDETTEMENT	CRD DETTE : 0 M€ CAP. DES. : 0 an	EVOLUTION DETTE : Néant	CRD DETTE : 0 M€ CAP. DES. : 0 an

BUDGET PRINCIPAL SAINT ELOI (CA 2022)	Avant Retrait SAINT ELOI	Impact Retrait SAINT ELOI (+/-)	Après Retrait SAINT ELOI (=)
EPARGNE BRUTE	DRF : 2,294 M€ (-) RRF : 2,618 M€ (+) EB = + 324 K€	+ 83 K€	EB : + 407 K€
CAPACITE DESENDETTEMENT	CRD DETTE : 1,193 M€ CAP. DES. : 3,7 ans	EVOLUTION DETTE : Néant	CRD DETTE : 1,193 M€ CAP. DES. : 2,9 ans